

LE MONDE LIBERTAIRE



HORS-SÉRIE

Bimestriel de la Fédération anarchiste
n°51 septembre-octobre 2013

LE TRAVAIL, Pour quoi faire



Les maisons médicales autogérées en Belgique

Un bol d'air venu de Tunisie

Istanbul : témoignages

Hors-série n°51 du Monde Libertaire
Supplément au Monde Libertaire hebdomadaire n° 1714
Du 13 septembre 2013 au 8 novembre 2013

M 06726-51H-F:5,00€-T:5,00DT -RD



#5 1

Édito	1
DOSSIER : LE TRAVAIL, POUR QUOI FAIRE	2
Le travail aujourd'hui : l'incertitude programmée	4
Le "fruit intégral de son travail"	10
« L'usine crève, moi je suis en vie »	16
Le rapport au travail dans l'Antiquité gréco-romaine	22
Vers l'abolition libérale du salariat ?	26
Santé et travail	30
Le travail sur la bobine	32
Portfolio	36
Les maisons médicales belges autogérées	40
Istanbul : en direct de la place Taksim	46
Le Mouvement Désobéissance	48
Lectures	50
Musiques : l'iconsolable	51
Programme de Radio Libertaire	60
Les 108 groupes et liaisons de la Fédération Anarchiste	61
Abonnements	64

EDITO

C'est la rentrée. On reprend le boulot. On recommence à marnier semaine après semaine pour gagner sa croûte, pour payer son toit, pour consommer.

La rentrée, c'est aussi la rentrée sociale. Le sujet de cette rentrée sociale (comme des dernières) est la réforme des retraites. Sans entrer dans le détail, il va encore s'agir d'augmenter le temps de travail fourni au cours d'une vie. Fourni pour quoi ? Pour qui ? L'organisation du travail est constamment pensée et optimisée. Mais pas par ceux qui fournissent le travail ; et la variable qu'on cherche à optimiser n'est certainement pas l'émancipation du travailleur. Les usines de construction automobile, dès les années 20, ont mis en application les théories sur la rationalisation du travail (Taylor, Ford). Taylor prônait de diviser le travail verticalement (les concepteurs en haut et les exécutants en bas) et horizontalement pour minimiser les doublons et les ambiguïtés. Ford a augmenté la division horizontale en parcellisant le travail. La productivité s'en est trouvée augmentée et les ouvriers un peu plus dépossédés de leur autonomie et de leur compétence. Le prix de revient, donc d'achat pour le consommateur, est amélioré au détriment de l'ouvrier. Maintenant, dans tous les secteurs on déplore toujours plus les raisonnements gestionnaires menés par des décideurs qui ne connaissent pas le cœur de métier. L'individu est contrôlé à coup d'indicateurs, de mesures de performance. Les travailleurs sont pressurisés, sommés de cravacher mieux que le voisin, de turbiner plus rentable pour moins cher. Le travailleur est une ressource pillée comme les autres. Les travailleurs ne reconnaissent plus leur travail. En voyant les vagues de dépressions nerveuses voire de suicides au boulot, on se rappelle l'origine du mot « travail » (tripalium, un instrument de torture).

Encore cette année, un des orateurs de l'université d'été du MEDEF a été le commandant de la légion étrangère. Le discours des idéologues de l'entreprise ressasse un vocabulaire guerrier de conquête, de compétition. Et ils radotent que le coût du travail est trop élevé. Ils demandent toujours plus d'engagement de la part des salariés et revendiquent de pouvoir virer qui ils veulent sur un claquement de doigts, au nom de la compétitivité. Et ces parasites grignotent chaque année un peu plus ce qu'ils sont censés reverser à la collectivité. Et ceux qu'on désigne à longueur de bulletin d'information sont les chômeurs.

Dénoncer cette dichotomie entres possédants et exploités ne suffit pas. Aucun pont, aussi puissant soit-il, ne serait capable d'asservir toute la main d'œuvre qu'il emploie sans le concours de la hiérarchie d'intermédiaires, de chefaillons ni des flics qui tabassent les ouvriers qui osent se révolter. Comme à chaque rentrée sociale, on va voir des travailleurs défiler derrière la sono qui hurle que « c'est pas à l'Élysée ni à Matignon qu'on obtiendra satisfaction », dans des manif décidées par les partenaires sociaux (partenaires qui vont à Matignon et à l'Élysée, eux). C'est à se demander si c'est utile de s'accrocher à une usine de merde ; s'il ne vaudrait pas mieux faire crever tous ces lieux d'asservissement tant qu'on est encore en vie, envoyer bouler cette hiérarchie syndicale et productiviste.

Il paraît que, dans les années 30, Keynes avait prédit qu'à la fin du XXème siècle, les technologies seraient suffisamment avancées pour qu'on envisage ne travailler que 15 heures par semaine. On en est loin. Et pourtant... est-ce qu'on n'arriverait pas à vivre beaucoup mieux en travaillant beaucoup moins ?

Pour ce numéro de rentrée, le Monde Libertaire Hors-Série s'est penché, dans son dossier principal, sur le thème du travail.

Jean
*Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste*

Dossier

LE TRAVAIL, POUR QUOI FAIRE



Photo: Alain Lefebvre

LE TRAVAIL AUJOURD'HUI : L'INCERTITUDE PROGRAMMÉE

*Oui nous pouvons changer le monde
Réorganiser le monde
Il est en train de mourir ... si vous croyez en la justice
Il est en train de mourir ... si vous croyez en la liberté
Il est en train de mourir ... laissez l'homme vivre sa vie
Il est en train de mourir ...
Règles et règlements, qui en a besoin ? Jetez les à la porte.
Graham Nash – Chicago*

Égalité des sexes ?

L'exploitation de l'homme par l'homme c'est bien ; amplifier cette exploitation c'est mieux. Telle pourrait être la devise officielle et assumée du patronat, car la recherche du profit maximum a toujours été sa préoccupation première. Le travail (des autres) devant produire et consolider son bien-être de capitaliste. Pour cela il a toujours eu à sa disposition tout un éventail de possibilités. Comme par exemple le travail des femmes depuis toujours moins rétribué que celui des hommes, et moins reconnu si ce n'est totalement ignoré. Avant même de parler du salariat, la travailleuse n'était pas considérée comme telle, mais comme femme du travailleur. L'agricultrice n'existait pas, il n'y avait que la femme de l'agriculteur. Pas de boulangère mais l'épouse du boulanger etc. Donc pas de statut reconnaissant son travail (et ne parlons pas de son activité de tenue du foyer familial) et pas de salaire non plus puisqu'elle oeuvrait à une activité professionnelle « familiale ». Par conséquent dépendance totale à l'homme « chef de famille », avec tout ce que ça peut comporter de soumission à ce dernier. Au début les principaux travaux auxquels participaient les femmes concernaient la ferme, le commerce ou la couture et étaient donc exercés à « domicile ». Le XIX^e siècle industriel a vu les femmes commencer à « sortir »

Photo: CKML - HS





pour aller travailler en usine (notamment dans le textile), mais leur salaire n'était considéré que comme un appoint à celui de leur mari ou, si elles étaient célibataires, à celui du père (chef de famille) ; salaire donc bien plus faible que celui des hommes (qui n'était déjà pas folichon). La première Guerre mondiale avec son cortège de soldats prisonniers, blessés ou tués verra les femmes occuper les postes vacants à l'arrière leur permettant d'élargir leur champ d'activités professionnelles. Mais ce sera dans les années 60 qu'elles feront leur entrée en force dans le monde du travail, ce qui leur permettra de tendre vers l'autonomie économique. On les verra investir principalement le secteur tertiaire privé, et la fonction publique (avec l'anonymat en vigueur dans les concours, leur nombre va gonfler considérablement leur représentation dans les effectifs de l'Education nationale par exemple). N'empêche, toutes professions confondues le résultat est qu'aujourd'hui encore, pour un même emploi à temps plein, le salaire des femmes est de 20 à 25% moins élevé que celui des hommes ; et plus on grimpe dans la hiérarchie, plus l'écart est important. Quant aux emplois à temps partiel, ils sont bien évidemment l'apanage des femmes. On voit bien encore que les patrons ne considèrent toujours pas que la force de travail des femmes doive être rémunérée comme celle des hommes. Distinguo à relier à la situation des jeunes et des migrants : on peut deviner la difficulté qu'il y a à être une jeune travailleuse immigrée.

**Main d'œuvre
pas chère et même gratuite**

Autre façon pour les entreprises de « gratter » sur leurs frais et charges : les stages peu et surtout non rémunérés. Ces stages sont mieux appréciés des patrons que les apprentissages (rémunérés eux, même si c'est moins que le SMIC). La perversité du système des stages consiste à laisser croire au stagiaire surexploité (car sous-payé et souvent non-payé) que la fin de son stage peut déboucher sur une embauche. En fin d'études le (ou la) jeune enfile les uns après les autres ces stages afin

de « se confronter à la réalité du marché du travail » et d' étoffer son CV ; dans la plupart des cas, c'est en fait pour eux une perte de temps, mais pas pour l'employeur qui fait exécuter un vrai travail, et évite ainsi d'avoir à embaucher et rémunérer un titulaire au même poste. Quand le stagiaire n'aura plus de stage ou décidera de lui-même de chercher un véritable emploi, il se retrouvera en concurrence directe pour un poste avec d'autres jeunes (ou moins jeunes), acceptant les stages peu ou non rémunérés. On voit bien l'intérêt du chef du chef d'entreprise à continuer d'employer cette main-d'œuvre souvent gratuite, tout en déclarant cyniquement donner une opportunité à des stagiaires « susceptibles » de décrocher à la fin un CDD, voire un CDI (le nirvana !). Il s'agit bien là pour l'employeur d'avoir sous la main une réserve inépuisable de main-d'œuvre, puisque continuellement renouvelée, bon marché (voire gratuite) et surtout dépourvue de droits. Et, cerise sur le gâteau, les chefs d'entreprise qui ont maintenant complètement intégré ce dispositif réclament constamment aides, allègements ou subventions afin d'être « en mesure de supporter » la formation de ces stagiaires. Le gouvernement les leur accorde de bonne grâce (ça fait toujours ça de chômeurs en moins dans les statistiques). Mais en plus de la surexploitation des femmes au travail et des stagiaires peu ou pas rémunérés, c'est la précarisation du prolétariat¹ qui est la stratégie actuelle du patronat ; celui-ci veut des jeunes, diplômés ou non, mais formés et prêts à tout accepter : faibles rémunérations, flexibilité, mobilité, heures supplémentaires effectuées mais non payées ... En moins de dix ans ces emplois précaires (intérim, CDD etc.) se sont développés jusqu'à représenter le quart des emplois totaux. On a pu assister ces dernières années à un forcing du patronat pour imposer de nouvelles règles visant à démanteler méthodiquement le Code du travail par le biais d'accords d'entreprises ou nationaux comme l'ANI (Accord National Interprofessionnel) ou les CDI d'intérim² ; ces deux derniers accords voulus par le Medef sont passés avec la complicité de certaines organisations syndicales (CFDT, CFTC et CGC) malgré le rejet d'autres (CGT, FO). Le résultat pour les jeunes salariés est une fragilisation de leur condition. Pour cela, le patronat exploite largement le thème de la crise actuelle pour imposer les restructurations des entreprises, ce qui en clair signifie : réduction des effectifs et suppression

d'acquis sociaux et salariaux au nom de la sacro-sainte compétitivité. Même si aujourd'hui le CDI est encore considéré comme la forme contractuelle normale, force est de constater que pour les jeunes, deux tiers des premières embauches se font sur contrat précaire (16% intérim, 12% contrats aidés, 37% CDD)³. Une des conséquences est l'acceptation par un grand nombre de ces jeunes salariés du fait qu'ils ne feront pas « carrière » dans une seule entreprise ou un minimum d'entreprises, et donc ils ne se sentent pas comme étant partie intégrante d'un groupe de travailleurs (appartenance à un collectif d'exploités au sein d'une même entreprise).

Savoir se vendre ?

C'est l'appartenance à un métier qui prévaut, métier qu'ils vont exercer dans une multitude d'entreprises, remplaçant ainsi leur appartenance collective par un individualisme professionnel les mettant en concurrence constante avec ceux qui auraient dû être leurs collègues, voire leurs camarades. Parallèlement, les restructurations incessantes accompagnant les politiques managériales sans cesse changeantes, la non reconnaissance du travail (surtout dans les secteurs à faible rémunération), le décalage entre les possibilités offertes (en théorie) par la possession de diplômes et la qualification du poste occupé (en pratique), leur donne le sentiment d'être exclus du partage des richesses produites par leur labeur - richesses qu'ils voient partir dans les poches des actionnaires qui eux, n'ont rien produit – tout ceci provoque mécontentement et indignation y compris chez les jeunes cadres qui n'ont plus l'illusion d'appartenir à une certaine élite avec les « privilèges » supposés que devrait leur conférer ce statut, mais avec les inconvénients bien réels qui persistent : disponibilité croissante devant leur hiérarchie et multiplication des contraintes (le nombre de burn-out et de suicides dans des entreprises comme La Poste ou France Télécom illustrent bien cette situation.

Fin de cycle pour la classe moyenne.

Nous nous retrouvons donc avec une frange de la population que l'on nommait avant « classe moyenne » et qu'il faudrait maintenant sous-diviser en différentes classes moyennes, dont certaines sont plus proches d'un prolétariat classique, et que l'on retrouve dans des mouvements de contestation du mode de vie imposé par le capitalisme (comme par exemple les indignés espagnols ou brésiliens pour ne citer qu'eux). Ce que tous ces jeunes précaires ressentent, c'est que le système leur demande/ impose de revoir leurs prétentions, revendications, ambitions à la baisse, alors que dans le même temps on les incite à être des consommateurs. Il est évident que dans leur proche avenir ils n'ont pas la garantie d'atteindre un niveau de vie stable, voire « acceptable », d'où un sentiment d'insécurité notamment pour ceux qui parviennent à décrocher un contrat à trop courte durée,

~~~~~  
1 Pour définir le prolétariat, rien de mieux qu'une (re)-lecture du *Capital* de Karl Marx (si, si).  
2 Malgré tout ce que peut raconter le Medef, actuellement un intérimaire sur deux travaille moins de deux mois par an. Par contre ce CDI d'interim permettra surtout aux entreprises d'échapper à une hausse des cotisations chômage applicable pour les contrats de courte durée.  
3 Voir *Précarisés, pas démotivés* de Michel Vakaloulis (éditions de l'Atelier).



qui plus est dans une branche où le taux de chômage est élevé.

**Action syndicale ?**

Face à cette stratégie patronale de destruction du « collectif » pour aller vers un « individualisme » dans le monde du travail, les syndicats sont perçus comme nécessaires mais pas suffisants ; nécessaires parce qu’au fait de la réalité de ce monde du travail, nécessaires parce qu’en capacité à s’opposer au pouvoir patronal et constituant une force collective dans une entreprise voulant individualiser les salariés en les mettant en concurrence les uns contre les autres. Mais insuffisants dans la mesure où depuis des années leur rôle ne consiste qu’à défendre des acquis sociaux ou à limiter la casse de la désindustrialisation. C’est-à-dire finalement à accompagner le capitalisme en rectifiant les excès de ses mutations successives. Nous sommes très loin d’un syndicalisme révolutionnaire proposant l’abolition du salariat et du patronat, c’est-à-dire une société sans classes. Le syndicalisme réformiste qui prévaut actuellement – comme par exemple à la CGT – a depuis longtemps revu à la baisse ses prétentions : son but qui était de rassembler « les salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels économiques et professionnels »<sup>4</sup> n’est plus que « de lutter pour l’amélioration constante des salaires et des conditions de travail, l’application des lois sociales et des conventions collectives signées, le vote des lois nouvelles en faveur des travailleurs »<sup>5</sup>. Pour le reste, la société sans exploitation de l’homme par l’homme, prière de s’adresser aux partis politiques. On a eu tout loisir de voir ce que ça a donné : rien, si ce n’est une gestion du capitalisme plus ou moins différente, mais qui ne le remet pas en question, qu’il soit privé ou d’État (la palme revenant sans doute à la Chine qui mixe les deux au nom du communisme). En France il y a toujours des minorités révolutionnaires à l’intérieur de toutes les centrales syndicales même si leur voix a du mal à se faire entendre ; mais toujours est-il que dans tous les conflits sociaux, plus ou moins durs, on constate la présence syndicale. Pour diriger et enterrer les luttes ? Ne soyons pas manichéens, le délégué syndical n’est pas un individu qui se lève le matin en se frottant les mains tout

en se demandant « comment vais-je trahir la classe ouvrière aujourd’hui ? ». On constate évidemment la différence d’attitude entre les directions des centrales et les militants de base dans les entreprises (lutte des Conti pour ne citer que cet exemple). Ceci étant, force est de constater qu’au fil des ans ce sont les structures verticales qu’on a privilégié dans les organisations syndicales, tout en délaissant les structures horizontales (comme les unions locales qui échappaient trop au contrôle des instances nationales de la centrale).

**Présence anarchiste ?**

Rien d’étonnant donc à voir le succès des réseaux sociaux comme nouvelle forme d’organisation de la contestation, qui reprennent en quelque sorte la fonction qui était (et n’aurait jamais dû cesser d’être) celle des unions locales. L’horizontalité est ainsi remise au goût du jour d’un bout de la planète à l’autre, avec souvent la participation de syndicalistes révolutionnaires à tous les « mouvements d’indignés », tout en confrontant les pratiques des uns et des autres : pourquoi continuer à subir le capitalisme ? Comment réorganiser le travail ? Que décider de produire, non pas pour faire du profit, mais pour satisfaire les véritables besoins définis par les travailleurs, et non par les patrons ou les actionnaires ? Autant de questions (et plus encore) reposées incessamment et partout par les anarchistes et pouvant se résumer à : Pourquoi la révolution sociale et libertaire est nécessaire ? Il y a presque quarante ans des camarades anarchistes italiens des GAF (Groupes Anarchistes Fédérés) tentaient une réponse dans leur programme :

*« Lutte de classe et lutte révolutionnaire anarchiste ne s’identifient pas. D’abord, la première peut aussi s’exprimer de manière réformiste, et c’est même sa forme dominante lors des périodes pré-révolutionnaires. Ensuite, le conflit social ne s’épuise pas dans la lutte de classe mais exprime d’autres révoltes qui, dans un système hiérarchique complexe et sophistiqué, naissent d’inégalités et de dominations différentes de celles de classe : sexuelle, ethnique, raciale, etc., toutes ces révoltes ont entre elles, et avec la lutte de classe, laquelle se surajoute en partie mais pas nécessairement et pas complètement, une commune matrice égalitaire. De toutes ces révoltes, et aussi des révoltes individuelles, l’anarchisme peut tirer des apports théoriques et pratiques ; et toutes doivent se recomposer, comme mouvement et aspirations d’émancipation partielle, dans le projet révolutionnaire d’émancipation globale »<sup>6</sup>.*

Aujourd’hui, dans un monde du travail en pleine mutation, nous avons là des pistes à explorer et des combats à mener ensemble, indignés, révoltés, avec ceux pour qui « rien n’est étranger au syndicat ».

**Ramón Pino**

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

~~~~~  
4 Statuts de la CGT de 1936.

5 Statuts de la Fédération des travailleurs du livre CGT de 1976.

6 *Per un programma anarchico* publié en italien dans la revue *Interrogazioni* n° 7 (juin 1976).



LE "FRUIT INTÉGRAL DE SON TRAVAIL"

Dans les débats qui eurent lieu au sein du mouvement ouvrier du XIXe siècle, on trouve fréquemment l'idée que le travail, exploité sous le capitalisme, devra récupérer le « fruit intégral de son travail ». A plusieurs reprises, Marx aborde dans la *Critique du programme de Gotha* (1875) cette question, qui a également été posée au sein de l'AIT anti-autoritaire à peu près au même moment, et il est intéressant de confronter les deux points de vue. Le collectivisme tel qu'il avait été défini dans l'Association Internationale des Travailleurs reposait sur le principe « à chacun selon son travail ». Ce n'était qu'une formule générale qui se fondait sur l'idée que le capitaliste s'appropriait une partie de la valeur produite par l'ouvrier ; l'ouvrier devait se voir attribuer la juste part de la valeur qu'il produisait. Mais il s'agissait moins d'une question individuelle que collective, c'est-à-dire la restitution de cette valeur, non pas au travailleur individuel, mais à la classe ouvrière tout entière.

Les anarchistes communistes, dont le courant va se constituer à l'intérieur de l'AIT anti-autoritaire, et en partie *contre* les positions qu'elle avait développées, vont voir dans cette formule un point d'achoppement là où il n'y a qu'une divergence d'approche. Ils s'opposeront au principe de rétribution collectiviste « à chacun selon son travail » pour promouvoir la rétribution « à chacun selon ses besoins ». Marx fait également la distinction entre ces deux formes, mais il les situe dans une situation historique précise.

La formule « à chacun selon son travail » des collectivistes relève peut-être aussi d'une vision morale du travail en insistant sur le fait qu'il *fallait* travailler, elle était dirigée contre le parasitisme des oisifs.

Alors que chez Marx il s'agit de deux étapes successives correspondant à des stades d'évolution vers la société communiste, pour les anarchistes-communistes il s'agit simplement d'une évolution nécessaire répondant, en quelque sorte, à un choix politique. Dans sa préface à la *Conquête du pain*, Elisée Reclus justifie cette évolution en disant simplement que l'humanité possède d'immenses richesses et un prodigieux outillage de machines, acquis grâce au travail collectif

« Les produits obtenus chaque année suffiraient amplement à fournir le pain à tous les hommes, si le capital énorme

de cités, d'usines, de voies de transport et d'écoles devenait propriété commune au lieu d'être détenu en propriétés privées, l'aisance serait facile à conquérir : les forces qui sont à notre disposition seraient appliquées, non à des travaux inutiles ou contradictoires, mais à la production de tout ce qu'il faut à l'homme pour l'alimentation, le logement, les habits, le confort, l'étude des sciences, la culture des arts »

Nous ne sommes pas dans un avenir plus ou moins lointain, c'est dès aujourd'hui qu'il est possible de rationaliser la production de manière à réduire le gaspillage, le parasitisme, et assurer l'abondance. C'est sur ce raisonnement-là que Kropotkine fonde sa thèse de la « prise au tas », qui a été en général très mal comprise.

Le mot d'ordre proposé par les « communistes anarchistes » : « À chacun selon ses besoins » ne fait que préciser ce qui allait de soi et ne constitue en rien une divergence de fond avec le collectivisme. Bakounine avait parfaitement bien posé le problème : « Les vieillards, les invalides, les malades, entourés de soins, de respect et jouissant de tous leurs droits tant politiques que sociaux, seront traités et entretenus avec profusion aux frais de la société » écrit-il dès 1866¹.

C'est donc à tort que les anarchistes communistes vont croire que le projet des collectivistes était d'exclure des bienfaits de la société tous ceux qui ne travaillent pas sans être des parasites sociaux. Kropotkine va tenter de souligner les divergences entre les deux sensibilités du mouvement en insistant sur la question de la *rétribution* du travail. « A chacun selon ses œuvres » est interprété d'une part comme une exclusion de ceux qui ne travaillent pas – ce qui n'était pas du tout dans l'esprit des collectivistes –, d'autre part comme une prime donnée à ceux qui travaillent plus et deviennent ainsi des privilégiés.

« Nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal². »

C'était une vision extrêmement réductrice des positions des collectivistes. Le mot d'ordre de réduction du temps de travail à 8 heures, adopté en 1866 au congrès de Genève de l'AIT, laissait peu de place aux possibilités d'« enrichissement » des ouvriers fanatiques de travail... Rappelons que le temps de travail dans les manufactures était alors de 14 heures. Le problème se trouve en réalité ailleurs : le livre de Kropotkine a été écrit vingt-deux ans après le congrès de Genève et l'environnement culturel du mouvement anarchiste a considérablement changé. Nous ne sommes plus dans une perspective de militants ouvriers se battant dans une organisation de masse contre le capital, mais de militants « anarchistes » dont les exigences sont d'autant plus maximalistes qu'ils sont désorganisés et dispersés. « À chacun selon ses besoins » est un principe dont la justesse n'est pas contestable, mais il désigne une finalité, émise par des militants qui n'ont pas les moyens pour y parvenir, et ne proposent pas les moyens pour y parvenir.

¹ « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. » Également : « Ceux qui par un accident difficile à supposer dans une organisation juste de l'économie sociale ne trouveraient point de travail, vivront aux frais de la communauté jusqu'à ce qu'ils n'en trouvent, sans perdre aucun de leurs droits. – Les enfants jusqu'à l'âge de leur majorité, les vieillards privés de soutiens et de moyens d'existence, les invalides, les malades seront entretenus par les communes. »

² Kropotkine, *La Conquête du pain*.

Selon Kropotkine, le collectivisme, fondé sur le principe « à chacun selon son travail », conduit à une forme l'accaparement des richesses : c'est pourquoi l'idéal collectiviste lui « paraît irréalisable dans une société qui considérerait les instruments de production comme un patrimoine commun » : en effet, « la possession commune des instruments de travail amènera nécessairement la jouissance en commun des fruits du labeur commun ».

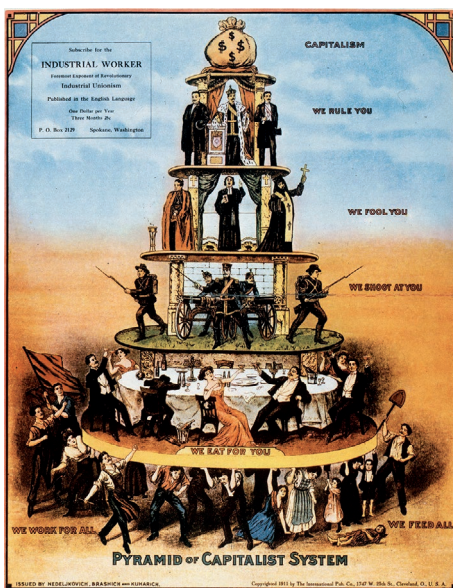
Kropotkine se laisse aller à une vision du communisme quelque peu fusionnelle dans sa formule de « *jouissance en commun des fruits du labeur commun* ». Que le « labeur » soit commun ne fait pas de doute dans toute société industrielle développée, mais que signifie la « jouissance en commun » ?

La formule « à chacun selon ses besoins » accolée à l'idée mal comprise de « prise au tas » produira des effets catastrophiques dans un mouvement dont le niveau théorique aura considérablement baissé, si on en croit Maitron. On constate une stupéfiante méconnaissance des positions réelles des collectivistes de l'AIT de la part de Kropotkine. En effet, le congrès de Bruxelles de 1868 avait clairement affirmé que les mines, les houillères, les carrières, les chemins de fer, le sol arable, les canaux, les routes, lignes télégraphiques, les forêts, doivent appartenir à la « collectivité sociale ». Peut-être Kropotkine a-t-il occulté cette question parce que poser l'existence d'une collectivité sociale pose aussi celui d'une organisation globale de la société qui dépasse le cadre des communes autonomes dont il se fait le défenseur.

Il est clair que les collectivistes de l'AIT étaient soucieux de lier la jouissance des biens produits en commun à un travail commun, c'est-à-dire d'écarter tous ceux – exploiters ou asociaux – qui, délibérément, ne travaillaient pas.

L'idée développée par les anarchistes-communistes est que la production globale dans la société est un fait collectif et qu'il n'est pas possible de mesurer ce qui revient à chacun des richesses totales qui sont produites. Les anarchistes-communistes reprochaient au collectivisme de devoir mesurer la valeur du travail effectué, ce qui aurait, pensaient-ils, impliqué une organisation centralisée chargée de définir cette valeur.

En cela ils dévoilent une considérable régression dans la pensée par rapport à Proudhon.



Dans la *Critique du Programme de Gotha*, Marx aborde lui aussi la question de la restitution aux travailleurs du « fruit intégral du travail » – idée qu’il conteste, naturellement.

En effet, pour que la société puisse fonctionner dans la durée, il faut déduire du produit social global une certaine proportion de celui-ci pour amortir le matériel, remplacer les moyens de production usés, constituer des réserves, prévoir des assurances, etc. Les provisions faites pour tous ces postes étant déduites, on ne peut toujours pas restituer aux travailleurs le fruit intégral de leur travail car il faut encore tenir compte des frais généraux, prévoir des fonds destinés à satisfaire les besoins collectifs, en gros ceux qui correspondent aux « services publics » et à l’entretien des personnes qui ne peuvent pas encore (enfants) ou qui ne peuvent plus (vieillards) travailler.

Il y a, on le voit, un net rapprochement entre le point de vue de Marx en 1875 et celui de Bakounine en 1864-66.

Pour Marx, la « restitution du produit du travail » ne s’applique qu’au solde après que toutes les déductions nécessaires ont été faites – ce qui est parfaitement cohérent, mais il est peu probable que les anarchistes kropotkiniens veuillent même entendre parler d’une telle chose. Les libertaires qui ont eu à gérer l’économie réelle – agriculture, industrie, transports, etc. – d’une partie de l’Espagne entre 1936 et 1939 avaient quant à eux parfaitement compris le problème, si on en juge par les statistiques que nous a fournies Gaston Leval³.

Aux yeux de Marx, les deux modes de rétribution représentent deux phases distinctes : dans la société de transition, ou socialiste, on appliquera le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » ; dans la société communiste, ce sera : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Mais il y a un autre point qu’il faut souligner, c’est l’affectation du produit social entre facteurs de production et consommation. Autrement dit la part relative affectée d’une part à la reproduction des moyens de production et à l’investissement, d’autre part à la consommation. Il est évident qu’on ne peut pas maximiser les deux.

Il n’y a pas de raison de ne pas appeler « plan » l’ensemble des mesures d’abord débattues, puis décidées, concernant l’affectation des ressources sociales par les membres de la société.

S’il est compréhensible que la part qui va aux moyens de production reste relativement

incompressible, il reste que les décisions concernant l’affectation des ressources dans les deux postes sont des décisions *politiques* qui doivent faire l’objet d’un débat public préalable, c’est-à-dire un débat dans lequel le public intéressé aura été préalablement informé sur les options découlant des choix qui seront faits. Il ne s’agira donc pas d’appeler les « citoyens » à décider tous les cinq ans de choix auxquels ils ne comprendront pas grand-chose, mais de faire participer la plus grande partie possible de la population à des choix pris en connaissance de cause. Certes, tout le monde n’a pas forcément envie de participer à plein temps à la vie de la cité, mais ce n’est pas de cela qu’il s’agit. Ce dont il s’agit, c’est de mettre à la disposition de la population, dès l’école, les moyens de s’éduquer.

Cette question-là, Marx n’en parle jamais, parce que les décisions concernant ces questions ne relèvent pas de la compétence des travailleurs mais de l’État. Ce qui l’intéresse, c’est le développement des forces productives, que seul l’État, en l’absence de capitalisme, peut mettre en œuvre.

Il y a des questions que Marx refuse manifestement d’aborder. Ainsi, lorsqu’il demande :

« *Quelle transformation subira la forme-État dans la société communiste ? En d’autres termes : quelles fonctions sociales y subsisteront, qui seront analogues aux fonctions actuelles de l’État ? Cette question réclame une réponse qui ne peut être que scientifique, et ce n’est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple et le mot État qu’on fera avancer le problème d’un pouce*⁴. »

Le propos est clair : ce n’est pas la classe ouvrière qui décidera des transformations de la forme-État, c’est la « science », quoi que ça veuille dire dans ce cas-là. Une bureaucratie auto-proclamée ayant une formation qualifiée de « scientifique », sans doute. La *Critique du Programme de Gotha* nous dit bien que la restitution aux travailleurs du fruit intégral de leur travail n’est pas possible, mais elle nous dit également que les travailleurs n’ont pas leur mot à dire sur la part relative des affectations diverses qu’il est nécessaire d’opérer. En somme le communisme de Marx ne change pas grand-chose pour les travailleurs sinon – du moins on peut l’espérer – le niveau de leurs salaires et leurs conditions de travail. Les décisions concernant les *orientations générales de la société* leur échappent : elles sont du ressort de l’État. Pour le reste, nous sommes encore dans une société salariale, les moyens de production sont gérés par l’État, et les travailleurs ne disposent que de leur force de travail. Moins exploités, peut-être, mais exploités quand même.

Encore sur les « fruits intégraux »

Un texte du Courant Communiste International⁵ souligne ce qu’il désigne comme l’« *extrême confusion avec laquelle les anarchistes prétendent dépasser la séparation de l’ouvrier d’avec les produits de son travail* » :

« *Dans leur esprit, en devenant propriétaires de l’usine où ils*

³ *Espagne libertaire 1936-39*. Éditions du Monde libertaire. Voir : Documents annexes.

⁴ Marx, *Critique du Programme de Gotha*, Pléiade, Economie I, p. 1429.

⁵ « *Le communisme signifie l’élimination de la loi de la valeur* », Revue internationale n° 124-127, 2006. fr.internationalism.org/rint126/voronezh.html

travaillent, les ouvriers deviennent forcément propriétaires des produits de leur travail. Ils les dominent enfin, ils en obtiennent même l’intégralité de la jouissance. »

Encore cette vieille rengaine sur les ouvriers propriétaires de leur usine. On apprend en outre que les anarchistes sont tellement cons qu’ils n’ont pas compris que, « *après les travaux de Marx, ces confusions sur le travail, la force de travail et le produit du travail sont devenues proprement inadmissibles.* » Voilà qui est dit.

Malheureusement, le scribe du CCI se rend coupable d’un fâcheux anachronisme, mais, bon, on ne sera pas surpris.

En effet, lorsque Proudhon publie le *Système des contradictions économiques*, il développe un certain nombre de concepts que Marx reprendra plus tard et qu’il développera. Je cite en vrac : la baisse tendancielle du taux de profit, les crises cycliques, le rôle du machinisme, la division du travail, la concurrence, le monopole, la concentration du capital, concepts qui seront repris et développés par Marx dans le Capital.

Si une analyse critique devait être faite du *Système des contradictions économiques*, écrit en 1846, afin de montrer l’incomparable supériorité de la théorie marxiste, ce n’est pas en prenant comme point de référence un ouvrage de Marx écrit 20 ans plus tard, mais en partant d’un écrit datant de la même époque. C’est-à-dire *Misère de la philosophie*, qui est la réponse que Marx fit en 1847 au livre de Proudhon.

Bien entendu, lorsque Marx publia *Le Capital* vingt ans plus tard, il s’y trouve – c’est normal – des analyses beaucoup plus poussées que dans le livre de Proudhon datant de 1846, mais aussi beaucoup plus poussées que dans le livre que Marx lui-même publia en 1847. On ne peut pas reprocher à Proudhon d’avoir en 1846 omis des choses que Marx lui-même avait omises en 1847, mais qu’il développera en 1867 dans *Le Capital* : comme par exemple la distinction essentielle entre travail et force de travail, qui ne se trouve pas dans *Misère de la philosophie* : elle n’apparaît que plus tard. Ainsi, Engels dira dans la préface à la 1^{re} édition allemande (1884) de *Misère de la philosophie* :

« *Il est à peine nécessaire de faire remarquer que dans cet ouvrage la langue ne coïncide pas avec celle du Capital. Il y est encore parlé du travail comme marchandise, d’achat et de vente de travail au lieu de force de travail.* »

Aucun anarchiste aujourd’hui ne conteste la pertinence de la distinction faite par Marx vingt ans après Proudhon : mais la première définition explicite du concept de force de travail se trouve en 1867 dans le *Capital*, même si on trouve l’idée avant cela sous des formulations différentes, mais bien après la publication du *Système des contradictions économiques* :

– *Arbeitsfähigkeit* : capacité de travail (Grundisse 1858) ;
– *Arbeitsvermögen* : faculté de travail (Théories de la plus-value 1862-1863) ;
– *Arbeitskraft* : force de travail (Capital 1867).

C’est en tout cas à partir de 1849 que Marx commence à élaborer le concept de force de travail – après avoir lu le *Système des contradictions économiques* de Proudhon⁶.

⁶ Pour une analyse des questions méthodologiques abordées par Proudhon et Marx, voir : « *Proudhon, Marx et la méthode* »
http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Proudhon_Marx_et_la_methode.pdf

Car si l’expression « force de travail » ne se trouve pas explicitement dans le *Système des contradictions économiques*, l’idée y est bien, et on la trouve chez Proudhon dès 1840 dans sa théorie de l’exploitation, qui diffère considérablement de celle de Marx (Cf. *Premier mémoire sur la propriété* [Qu’est-ce que la propriété ?]). Alors que Marx explique l’exploitation de l’ouvrier par l’appropriation du surtravail de l’ouvrier *individuel*, Proudhon explique que dans l’industrie, le travail est combiné, il met en scène un nombre plus ou moins grand d’ouvriers qui travaillent ensemble. Au risque de décevoir certains marxistes, en analysant le phénomène de l’exploitation comme l’appropriation du surtravail de l’ouvrier *individuel*, Marx se place nettement dans une perspective de restitution à l’ouvrier *individuel* de ce qui lui a été pris, tandis que Proudhon explique l’exploitation comme l’appropriation par la capitaliste du produit du travail collectif et combiné des ouvriers.

En effet, il y a, dans le travail coordonné, une création de valeurs hors de proportion avec la somme de travaux individuels des personnes en jeu. Tandis que le propriétaire ne paye aux ouvriers que leur travail individuel, il s’approprie la valeur de leur travail coordonné. Ce travail coordonné est bien une *force de travail*, mais une force de travail collective dont la valeur échappe aux producteurs. Il y a, dit Proudhon, une « erreur de compte ». Or cette idée, Proudhon la développe dès 1840.

Les deux explications – celle de Marx et celle de Proudhon – ne sont pas contradictoires, mais il demeure que celle de Marx pourrait très bien se limiter au cas de l’ouvrier travaillant seul pour un petit patron, tandis que celle de Proudhon s’applique inévitablement au contexte du capitalisme industriel.

À la lumière de ces explications, les propos du CCI sur la prétendue « *confusion avec laquelle les anarchistes prétendent dépasser la séparation de l’ouvrier d’avec les produits de son travail* » se révèlent dans toute leur inanité. La valeur du travail combiné étant accaparée par la classe capitaliste, les ouvriers sont irrémédiablement séparés des produits de leur travail. L’absence de formation théorique de nos amis du CCI les conduit à assimiler la séparation des ouvriers d’avec le produit de leur travail avec la prétendue revendication de la propriété de l’usine où ils travaillent.

Ce que la classe ouvrière doit revendiquer, selon les anarchistes, ce n’est pas la

propriété de leurs usines, c'est la réappropriation du surproduit social.

Mais à la différence des scribes du CCI dont peu ont dû pointer dans des usines, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes savent bien que le lieu de travail peut aussi être un lieu d'oppression et que la réappropriation globale du surproduit social doit aussi s'accompagner de la réappropriation du lieu de travail pour y abattre les rapports d'*oppression* – et non pour en devenir « propriétaires ». La prise en main de l'entreprise ne signifie pas que les travailleurs en deviennent propriétaires mais qu'ils en sont les gestionnaires au nom du bien commun, ce qui change radicalement le caractère du travail. L'association des travailleurs dans une entreprise n'a de sens que si elle s'accompagne de l'association des travailleurs dans la société tout entière. Les anarchistes n'ont jamais dit autre chose. Ce type d'association se trouve d'emblée en opposition radicale avec le rapport contradictoire de production capitaliste, il est également d'emblée en contradiction avec la production marchande et l'organisation capitaliste de la division du travail.

À lire la littérature du CCI, on a l'étrange impression que le champ de leur réflexion se limite à l'entreprise petite où moyenne, le genre d'entreprise dont la taille reste suffisamment limitée pour que les travailleurs puissent, si tout à coup le patron foutait le camp, se sentir « propriétaires » et la transformer en coopérative. Mais j'aimerais bien savoir comment, dans les fantasmes du CCI, les anarchistes envisageraient d'« autogérer » et de se sentir « propriétaires » des chemins de fer, des transports aériens, de la distribution de l'énergie, de l'eau ? En faisant des AG tous les jours dans les gares, les aéroports, etc. ?

Eric Vilain



Photo: CRML - HS

« L'USINE CRÈVE, MOI JE SUIS EN VIE »

Jean-Pierre Levaray est depuis 40 ans ouvrier de la pétrochimie à Grand Quevilly, près de Rouen. Syndicaliste et militant de la Fédération Anarchiste, il est par ailleurs l'auteur de nombreux ouvrages traitant de la question du travail, dont « putain d'usine », paru en 2002. Interview de terrain, dans l'usine, à deux enjambées de Pétroplus.

Le Monde Libertaire : peux-tu rapidement rappeler en quoi consiste ton travail ?

Jean-Pierre Levaray : depuis 1973, je bosse pour une boîte qui fabrique des engrais, des acides, des produits divers et variés, et qui a changé de nom six fois. Moi, je n'ai pas changé de boulot.

ML : tu découvres le monde du travail un peu avant tes 18 ans ?

JPL : oui voilà, je n'avais plus du tout envie d'aller à l'école. J'ai fait une demande d'embauche à l'époque, une seule, et il se trouve que ça a suffi. J'avais un BEP, je voulais bosser dans la chimie. Aujourd'hui plus personne n'en a envie mais il y a 40 ans, la chimie était encore perçue de manière très positive. On allait sauver le monde de la faim, faire pousser du blé... Après-guerre, les chimistes ont gagné contre les agronomes. Ils ont fait du lobbying pour prouver que la chimie était plus efficace dans le cadre d'une production agricole intensive. Ils ont pu aussi placer des produits qui étaient utilisés par les militaires mais qui n'avaient plus de raisons d'être en période de paix (ammonitrates par exemple). On a vu ce que ça a donné en termes de productivisme et de pollution, mais on s'en est aperçu peu après que j'entre dans ce métier.

ML : à un moment donné, tout en continuant de travailler tu te mets à écrire des livres sur le travail, sur ton travail. Qu'est-ce qui se passe, quel est le déclencheur ?

JPL : je travaillais la nuit, et je lisais beaucoup. Et donc, à force de lire, j'ai eu envie d'écrire. Aussi, j'étais un peu frustré de ne pas trouver d'écrits sur les ouvriers actuels. Mais le vrai déclencheur,

c'est un accident du travail, un mec qui est mort presque devant moi. J'ai eu envie d'écrire sur la mort au travail. Ça a fait un article, qui a été pas mal relayé, j'ai donc écrit la suite. Ça a donné « putain d'usine ». J'ai tout écrit de nuit, au boulot, pour que ce soit une vue de l'intérieur. Je tenais vraiment à écrire de mon lieu de travail, et pendant mes heures de travail.

ML : est-ce qu'écrire, dans ces moments-là, n'était pas également une façon d'humaniser ce temps passé à l'usine, de te le réapproprier, d'en faire un temps « utile » ?

JPL : oui, d'ailleurs je ne m'en suis rendu compte qu'après. Mais il y avait d'autres moteurs : une des auteures qui, par exemple, m'a amené à écrire, c'est Annie Ernaux. Elle ne parle pas du tout de son boulot, elle parle de sa vie. Je me suis dit : nous aussi, on a une vie, au travail, il faut que je la mette sur papier. A l'époque, les ouvriers étaient invisibles, il n'y avait pas de reportages, pas de films, pas de livres. Je voulais montrer qu'ils existaient, qu'ils avaient une vie, au travail.

ML : mais ce désir d'écrire relevait d'une envie de témoigner, ou bien davantage d'un désir de produire de la littérature ?

JPL : je ne sais pas, sûrement des deux. Je me méfie de la notion de « témoignage ». Au moment de la sortie de « putain d'usine », pas mal de gens ont parlé comme ça de « témoignage » : façon de dire c'est qu'un ouvrier, il peut que témoigner... C'est comme les jeunes des cités, ils ne peuvent jamais qu'être « témoins », jamais artistes ou créateurs. Après, j'ai été adoubé par certains sociologues, bon, ça fait plaisir à l'ego... Moi, ce que je voulais, c'est écrire un livre politique à la première personne, ce qui en fait reste assez rare.

ML : le livre sort, rencontre un certain succès, on en parle dans les médias, dans ton usine. En quoi ça modifie tes rapports aux collègues, et à la hiérarchie ?

JPL : ceux d'entre les petits chefs qui ne m'aimaient pas avant m'aiment encore moins, évidemment ! Même si ils n'avaient pas lu le livre, ils pensaient que j'y racontais tout ce qui se passe dans l'usine, et il ne faut surtout pas tout dire. Donc, c'était un peu dur. J'ai cru que j'allais quitter la boîte plus tôt que prévu... Ensuite, petit à petit, les collègues se sont appropriés le bouquin, se sont reconnus dedans. Ils venaient me raconter des anecdotes pour que je les mette dans le suivant. Par contre, mon petit chef de l'époque, lui, il m'en veut toujours. C'est de la jalousie : Il a grimpé dans la hiérarchie, en fayotant, en avalant des couleuvres, en pensant s'être donné au travail et à la société, il pense être arrivé à son maximum et ... on ne parle pas de lui. Moi, je suis resté en bas de l'échelle, et je passe sur France 3 Normandie ou des trucs comme ça régulièrement, alors, ça l'énerve !

ML : dans la plupart de tes livres, un thème récurrent est la déshumanisation au travail, par le travail. À ton sens, elle s'appuie sur quoi, est-ce le fait avant tout de la pénibilité, du mode de relations entre les personnes,... ?

JPL : tout est lié. Le boulot n'est plus le même, il est moins pénible, physiquement, du fait de l'automatisation et de l'informatisation. Il y a 40 ans, soyons clairs, on n'arrêtait pas de courir, on se bousillait le dos, les os. Aujourd'hui c'est moins fatigant, mais le stress est bien plus important : tu es face à de vieilles machines que l'on gère par l'informatique, tu n'es jamais certain qu'elles vont réagir comme il faut. Si ce n'est pas le cas, tu ne sais pas ce qui va se passer. On a donc une grosse pression, et on est moitié moins nombreux, pour un même volume de production. C'est très parcellisé. En résumé, le stress a remplacé nettement tout ce qui était avant de l'ordre de la fatigue physique. Sans bien évidemment faire disparaître celle-ci.

ML : quand tu dis « très parcellisé », ça veut dire que, par exemple, tu peux te retrouver à travailler seul, plusieurs heures ?

JPL : oui c'est ça, et quand on se retrouve ensemble, on est cinq au lieu d'être dix ou douze. C'est tout de suite moins convivial. On continue à faire de petites bouffes, mais bien sûr ce n'est plus pareil. Et puis, le travail en lui-même est devenu beaucoup moins intéressant. Vu que les machines marchent mal, qu'on produit plein de cochonneries, plus ça va et plus on s'en fout. Ça se sent chez les jeunes qui arrivent. Ils savent que la boîte va fermer, et pensent que ce n'est pas plus mal. Chez les plus anciens, idem, il n'y a plus d'implication.

ML : quelle est selon toi la première cause de cette démotivation ?

JPL : avant, nous étions nettement plus nombreux, il y avait du collectif. On a tous été individualisés, ce qui fait que les gens

ne se reconnaissent plus dans le travail. Et ça fait un moment que ça dure.

ML : concernant les moments de détente, le temps un peu volé au travail, les bouffes etc., c'est curieux ce retour en arrière que tu nous décris, dans la mesure où le « néo-management » a semble-t-il bien intégré ces données-là, sur le registre de la « soupape », genre « fume autant de pétards que tu veux, du moment que tu atteins tes objectifs ».

JPL : ça, c'est peut-être valable dans l'informatique, mais à l'usine c'est le contraire : on est de plus en plus fliqué, à l'image de toutes les caméras installées dans les ateliers. C'est le bâton. Plus la classe ouvrière perd, plus on lui inflige des coups. Vu que les boîtes ferment, vu le chômage etc., ça devient de plus en plus répressif. Ça devient très très difficile, même la nuit, de se ménager des temps de convivialité : les soupapes disparaissent.

ML : je me souviens que dans « putain d'usine » tu évoquais par exemple des parties de cartes, la nuit.

JPL : ça aussi ça a disparu, mais c'est plutôt générationnel : avec l'informatique, les gars jouent seuls devant leur écran... Là aussi, on retrouve le côté plus individuel, individualisé. Bien sûr, c'est encouragé par les chefs, la direction : moins les gens se parlent et plus on casse la solidarité. Et puis, quand je suis rentré dans la boîte on était près de 2000, maintenant on est 350. Avec, évidemment, pas mal de sous-traitants. C'est devenu très compliqué, chacun est vraiment seul.

ML : la concurrence de tous contre tous ?

JPL : on y arrive, mais on n'en est pas encore là. Il reste des moments de colère, de grève... Depuis quelques temps, je vois pas mal de petits mouvements, des choses qui ne sortent pas de l'atelier : les gars se bagarrent pour une prime, contre un surcroît de travail, leurs congés... Des petits

combats de tous les jours. A un moment, on ne voyait même plus ça. Peut-être qu'à force de tomber bas, les gens remontent, pour se battre, je ne sais pas... Bon, ce n'est pas la révolution, mais ce sont des revendications quand même, et ils revendiquent ensemble. Je suis content de retrouver ça !

ML : du point-de-vue syndical, puisque tu es syndicaliste, comment as-tu senti les choses évoluer durant ces quarante ans de travail ?

JPL : moi j'utilise le syndicat comme un outil, ni plus ni moins. Évidemment, il y a moins de monde qu'avant qui s'implique dans le militantisme même si, encore une fois, pas mal de jeunes se disent bon, il faut quand même se bouger, et parfois nous rejoignent. Après, on ne peut pas parler réellement d'une évolution, ce serait plutôt le contraire. C'est de la cogestion maintenant, et avec l'arrivée de Hollande ça ne s'est pas arrangé. Même face à la prochaine réforme des retraites, on ne sent pas chez les gens une véritable envie de se battre, mais ça, on peut se tromper... Avant Mai 68 on ne savait pas qu'il y allait avoir Mai 68.

ML : et quid des rapports entre la direction, les chefs, et les salariés ?

JPL : les directions aussi ont changé. Avant, les relations étaient d'ordre aristocratique, entre le patron et la plèbe ouvrière. Désormais, ce sont davantage des « managers », des techniciens, pour ne pas dire des technocrates. En matière de rapports humains, ils sont nuls. Ils délèguent ça aux gens s'occupant des « ressources humaines ». Parce que dès qu'un petit truc social leur tombe dessus, ils ne savent pas gérer, ils n'ont pas appris ça. Ce sont des techniciens, et la technique prime sur tout.

ML : on retrouve là aussi l'aspect déshumanisant du travail.

JPL : oui, ces directeurs-là n'ont tout simplement pas envie d'avoir affaire aux gens, aux salariés. Alors ils créent des postes en matière de « ressources humaines », ils mettent des ouvriers dehors mais là, ils créent des postes, ils prennent des stagiaires. Parce qu'ils ne comprennent pas : comment ça se fait que ça ne marche pas ? On va créer un poste RH pour faire que ça marche mieux... Alors que si ça marche moins bien c'est surtout parce qu'on est de moins en moins nombreux, dans des ateliers vieillissants.

ML : au final, pourquoi tout ce cirque ? Après tout, on pourrait penser, de façon un peu naïve et toujours selon l'objectif d'obtenir le meilleur de toi, que plus on te laisse « être humain » et mieux tu vas bosser ?

JPL : oui, peut-être, mais en fait ils savent très bien qu'on ne vient pas au boulot pour le plaisir, qu'on ne s'implique pas



Photo: Alain Lefebvre

autant qu’eux dans un travail qui est, par ailleurs, de moins en moins intéressant. Ce qui prime pour eux, c’est le profit. Donc il faut qu’on soit moins nombreux et qu’on produise pareil, voire plus. Alors ils nous mettent la pression. Ils nous fliquent parce qu’ils veulent qu’on fasse le boulot pour lequel on est payé, et le reste, l’aspect humain, franchement ils s’en fichent. On revient au B.A Ba, quoi, à l’aspect strictement technique et de gestion du personnel dont on parlait tout à l’heure.

ML : tout cela donne une furieuse image de retour en arrière...

JPL : eh oui, ils ont eu peur... pendant les Trente Glorieuses, ils ont eu besoin, partout, d’un salariat pour reconstruire, donc ils ont lâché ce qu’ils pouvaient lâcher. Après il y a eu 68, et là ils ont eu peur. Le patronat a dit : maintenant c’est fini, on va reprendre la main. Et ils l’ont fait, notamment grâce au chômage de masse, à la bourse, aux dividendes versés aux actionnaires,... C’est le profit avant tout, voilà.

ML : on peut comprendre que des gens qui ont une famille, une maison à payer, des crédits à rembourser etc., se sentent tenus par le travail. Mais les jeunes, dont tu nous parlais tout à l’heure : qu’est-ce qui fait selon toi qu’ils entrent dans une entreprise comme la tienne ?

JPL : la chimie, c’est encore pas trop mal payée. Et il n’y a pas de boulot ailleurs.

ML : mais quand tout est relativement ouvert, comme souvent quand tu as vingt ans, qu’est-ce qui fait que tu te mettes dans le travail salarié, alors que tu pourrais, par exemple, prendre ton sac à dos et partir vivre quelques mois à Notre-Dame des Landes ?

JPL : pour toutes les générations c’est le même phénomène, pourquoi est-ce qu’on va bosser ? Je ne sais pas, je n’ai pas la réponse. C’est une volonté d’émancipation bien sûr, par rapport aux parents, prendre un appart’, etc. Et ça passe par le salariat,

donc ils se font avoir, comme on s’est fait avoir.

ML : qu’est-ce qu’ils te disent, ceux qui arrivent ?

JPL : ils ne sont pas dupes, pas du tout. Je les trouve même beaucoup plus critiques par rapport au monde du travail que je ne l’étais, moi, à leur âge. Sans avoir lu mon bouquin, beaucoup disent « putain d’usine ! » au bout de trois mois à peine... En fait, ils viennent bosser pour la thune, ce qui est un critère comme un autre. Alors ils se disent quitte à perdre mon temps ici, autant être payé le mieux possible, donc ils ont des exigences, et les défendent. Sinon, la plupart se racontent ce qu’on se racontait, nous : je reste un an, deux ans, et après je me barre. Et quarante ans après on est encore là... Mais d’une manière générale, je trouve ces jeunes beaucoup moins naïfs que ceux de ma génération.

ML : à ton avis, comment faire aujourd’hui pour éviter le piège du travail salarié ?

JPL : il faudrait commencer par se débarrasser des patrons... Ensuite, on arrête tout, on réfléchit, on fait de petites unités où celles et ceux qui produisent décident de ce qu’ils produisent. Par exemple, il faut des engrais, ça c’est une évidence. Mais l’engrais ça peut être du compost, avec des accélérateurs de compost.

ML : dans « putain d’usine », il y a cette scène très forte où deux salariés trouvent la mort, là où tu travailles. À la lire on peut se dire aussi pourquoi, à ce moment-là, toi et les autres vous ne posez pas le casque, pour dire « c’est fini, on se barre » ?

JPL : eh oui, pourquoi on reste... C’est le salaire, toujours, et puis, au bout d’un moment, tu as l’impression de ne plus savoir faire que ça. Au moment de l’accident et durant les jours qui suivent, tu es abasourdi bien sûr. Ensuite, et surtout dans ce cas précis où l’explosion avait détruit l’atelier, eh bien il faut reconstruire. Tu participes à la reconstruction, tu es pris dans un maelstrom, tu ne fais même plus gaffe. C’est après, peut-être même des années plus tard, que tu te dis qu’on est passé pas loin de la catastrophe. Ces quatre ou cinq dernières années, au Grand Quevilly, on est passé trois fois tout près d’une catastrophe type Toulouse, AZF. On a eu beaucoup de chance. Ensuite, même si c’est compliqué à expliquer, ces montées d’adrénaline participent de l’intérêt qu’on peut garder tout de même pour le boulot : on bosse sur une bombe, et on arrive à maîtriser. C’est ça aussi qui fait qu’on reste.

ML : au-delà de l’aspect financier ou de l’adrénaline, il doit y avoir autre chose, comme un attachement pour le lieu, au bout de quarante ans ?

JPL : c’est sûr que je passe plus de temps ici avec mes collègues que, par exemple, en famille. Et puis, j’ai vu ce lieu se modifier, un atelier se monter, un autre fermer... Ça fait donc partie de mon histoire, et de notre histoire sociale, alors oui, il y a comme

un attachement. Mais attention : personnellement, je n’ai aucune nostalgie, je ne reviendrai pas au boulot quand je serai à la retraite comme certains le font parfois, la larme à l’œil. Moi je ne regretterai pas l’usine, j’y ai vécu, il y a eu quelques bons moments, beaucoup de mauvais moments, et sincèrement, que ça ferme ou pas, je m’en fous. Et je ne suis pas le seul. Je me demande même si ce n’est pas une aspiration, chez nous, les « anciens ». Un truc par rapport à la mort... L’usine crève, mais moi je vis encore. Je ne sais pas, c’est très bizarre ce sentiment.

ML : c’est peut-être lié aussi à ce milieu très particulier, ces accidents, ces morts, cette « bombe » sur laquelle tu as travaillé des années, et qui, au final, n’a pas eu ta peau ?

JPL : oui sûrement. L’usine meurt, mais pas moi.

ML : dernière chose, tu travailles actuellement sur un livre à propos des cheminots ?

JPL : oui, c’est un livre-enquête. À côté de chez moi il y a de grands ateliers SNCF, où j’ai le souvenir de grandes grèves mythiques, notamment en 95. Or, ce sont des gens qui se battent encore, quasi quotidiennement, qui sont très impliqués, sans être nécessairement syndiqués. Ce sont des ouvriers, des chaudronniers, des ajusteurs, des peintres,... Et donc je vais faire un bouquin sur ces ateliers-là, en donnant la parole aux salariés. Comme je ne fais pas d’Histoire, ça parlera surtout du travail aujourd’hui. Et ce sont eux qui en parleront. Evidemment la direction nous met quelques bâtons dans les roues, dans la mesure où un salarié, quand tu lui donnes la parole, en général il dit ce qu’il pense... Mais bon, ça va se faire, et je suis très content de ça.

*Propos recueillis en juillet 2013 par Fred
groupe Saint-Ouen 93
de la Fédération anarchiste*

LE RAPPORT AU TRAVAIL DANS L'ANTIQUITÉ GRÉCO-ROMAINE

De l'approche classique à la conception chrétienne

La notion de travail dans son acceptation la plus large, c'est à dire en tant qu'ensemble d'activités humaines de transformation de la nature et de création, a subi des transformations nombreuses et variées au cours de l'Histoire et dans les différentes régions du monde. S'il est certain que notre représentation occidentale moderne du travail est totalement étrangère aux sociétés anciennes ou actuelles vivant essentiellement de prélèvements dans leur environnement, pour autant, le rapport des individus au travail et la représentation qu'ils s'en font a considérablement évolué en occident depuis l'Antiquité.

Il est vrai que la période charnière qui marque habituellement le passage progressif de la préhistoire à la protohistoire en Europe occidentale est celle de la disparition des sociétés de chasseurs/cueilleurs au profit de sociétés d'agriculteurs et d'éleveurs. Cette « révolution » entraîne véritablement la naissance du travail tel qu'il sera ensuite perçu par les sociétés antiques, c'est à dire une association de producteurs au sein d'une organisation sociale définie.

Si les formes matérielles du travail sont alors fixées, il n'en est pas de même pour son appréhension sociale, qui connaîtra encore de profonds bouleversements avec la diffusion du christianisme.

Travail et métiers chez les Anciens

Le point commun aux systèmes économiques de l'Antiquité gréco-romaine est qu'ils offrent une place prépondérante à l'agriculture. Chez les auteurs anciens, le citoyen grec ou romain se définit avant tout comme un « soldat-paysan », qui incarne l'idéal du propriétaire terrien indépendant. Notons que cet idéal repose sur une contradiction initiale entre la volonté d'indépendance autarcique du propriétaire terrien et l'impossible auto-suffisance complète des citoyens, qui est à l'origine de leur regroupement en cité¹.

Si le travail de la terre est le plus valorisé dans l'antiquité, c'est parce qu'il est majoritairement l'œuvre des Hommes libres, dans le sens où la possession même de la terre ne peut être revendiquée que par un citoyen, homme libre par définition. Ce qui donne en effet chez les Anciens sa valeur

¹ Cf : Jean-Pierre Vernant, *Mythe et pensée chez les Grecs*



Photo: CRML - HS

ou son absence de valeur à une tâche², est moins sa nature (à l'exception notable des métiers infamants) que la condition dans laquelle elle est accomplie. Il en découle que les activités exercées par des esclaves, indépendamment de leur nature, sont les plus méprisées sur l'échelle de valeurs des Anciens.

La notion moderne de salariat, apparue avec le capitalisme, est étrangère au monde gréco-romain. Il n'est de fait pratiquement pas fait mention, chez les auteurs anciens, d'hommes libres vendant régulièrement leur force de travail à d'autres. Dans l'agriculture ou l'artisanat, la grande majorité de la main-d'œuvre dépendante est donc de condition servile. L'importante proportion d'esclaves ou d'affranchis exerçant des métiers manuels et professions artisanales explique ainsi les préjugés qui frappent ces activités. C'est ce qu'exprime clairement Cicéron dans son traité Des devoirs, lorsqu'il distingue les activités convenant à un homme libre et celles qui ne conviennent pas :

« Sont indignes d'un homme libre et ont quelque chose de dégradant les métiers dans lesquels on se fait payer, non son talent, mais sa peine, parce qu'alors le salaire lui-même est le prix de la servitude. [...] Tous les artisans exercent aussi un métier sans dignité : il ne peut y avoir dans un atelier rien qui convienne à un homme né libre. »³

Cette dualité esclave/homme libre qui constitue un facteur essentiel des rapports sociaux dans l'antiquité s'étend donc de fait au travail et implique la dévalorisation de fait de certaines activités majoritairement exercées par des esclaves. Il est certain que cette valorisation ou dévalorisation ne nous est connue que par le biais d'auteurs appartenant tous aux catégories les plus aisées, ce qui pourrait nous amener à douter du partage de ces conceptions dans le reste de la population.

Or, l'institution de l'esclavage est dans l'écrasante majorité de la population reconnue comme normale (c'est à dire socialement normée) et aucune source connue ne mentionne de volonté de limitation de sa pratique et encore moins son abolition. D'ailleurs, il n'y a pas de séparation infranchissable et définitive entre le statut d'homme libre et celui d'esclave. Un individu libre⁴, adulte ou enfant, peut être réduit en esclavage en tant que captif de guerre, par l'action de pirates

2 Cf : Moses I. Finley, *Economie et société en Grèce ancienne*

ou encore par l'exposition des nouveaux nés (en Grèce ancienne). Enfin, comme le montre Moses I. Finley, la possession ou la non possession d'esclaves pour un citoyen n'est pas liée à sa volonté mais à sa richesse. S'il existe bien un certain nombre de citoyens ne possédant pas d'esclave, il s'agit de ceux qui sont trop pauvres pour pouvoir en acheter et sont donc contraints par la nécessité de devoir travailler seuls pour subvenir à leurs besoins.

Le travail face au développement du christianisme

Avec l'apparition et la diffusion du christianisme dans tout l'Empire romain, les structures sociales et politiques classiques vont se trouver bouleversées à plusieurs égards. Ainsi, dans son approche du travail, le christianisme opère dès le départ une transformation en profondeur et se distingue de la vision païenne classique en liant l'activité productive nécessaire aux Hommes avec une obligation divine. Dans la doctrine chrétienne du péché originel, le travail se trouve ainsi être l'un des châtiments infligés par Dieu aux Hommes, en punition de la désobéissance d'Adam :

« Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front⁵ »

Dès lors, la distinction opérée entre les activités de par le statut de ceux qui les pratiquent tend à s'estomper progressivement. En effet, l'égalité professée de tous les Hommes (baptisés) devant Dieu rend la question de l'esclavage très délicate pour les chrétiens, qui y voient une incompatibilité manifeste avec la doctrine de l'Eglise. De même, les premières communautés chrétiennes regroupent indistinctement des hommes libres et des esclaves, dont beaucoup exercent notamment des activités artisanales.

D'autre part, ainsi que l'a montré Pierre Vidal-Naquet⁶ pour la Grèce, les esclaves ne constituent pas une classe sociale au sens marxiste du terme. Ceci s'explique par le fait que les esclaves peuvent occuper toutes les fonctions au sein de la cité, sauf les fonctions politiques (dont religieuses) et militaires : ils peuvent être au service d'un maître ou de la cité elle-même. Mais surtout, rien ne nous laisse apercevoir l'existence d'une conscience d'intérêts communs ou de revendications collectives. L'inexistence d'une réelle classe sociale servile mais également le fait que les statuts d'homme libre et d'esclave ne sont pas figés ont donc permis la transformation progressive amenée par le christianisme. De par l'importante place occupée par l'esclavage dans l'activité productrice, la place du travail et son appréhension prennent un autre aspect avec le développement du christianisme et ensuite son établissement en religion officielle de l'Empire romain.

Comme l'analysait Moses I. Finley :

« L'un des aspects de l'histoire grecque, c'est en bref l'avance, main dans la main, de la liberté et de l'esclavage⁷ »

L'un des paradoxes de l'Antiquité classique est en effet d'avoir développé de manière égale un statut d'homme libre et d'esclave,

3 Cicéron, *Des devoirs*, I, 150.

4 Platon lui-même fut vendu comme esclave vers 387 avant notre ère, avant d'être racheté et affranchi.

5 Genèse, 3, 19

6 Cf : Pierre Vidal-Naquet, *Le chasseur noir, formes de pensée et formes de société dans le monde grec*

7 in : Moses I. Finley, *Economie et société en Grèce ancienne*

le premier ne devant en grande partie son existence qu'au second. En effet, dans le monde gréco-romain, le travail est uniquement appréhendé comme une nécessité de subsistance et ne fait l'objet d'aucune théorie quant à sa fonction au sein de la société. Mais pour un homme libre, en fonction de ses moyens, cette nécessité peut-être facilitée, voir évacuée par le travail servile. C'est cette utilisation des esclaves qui permet à certains hommes libres d'exercer leur « métier de citoyen », pour reprendre une formule de Claude Nicolet⁸.

Avec la disparition progressive de l'esclavage comme institution, le travail prend une dimension sociale et religieuse nouvelle, impulsée en partie par la doctrine chrétienne. En effet, en tant qu'impératif dicté par Dieu aux Hommes, tout individu est alors théoriquement contraint de s'y soumettre, indépendamment de sa condition.

Dans le monde antique païen, comme nous l'avons vu, les statuts des individus et les institutions elles-mêmes étaient susceptibles d'évoluer et se sont transformés durant toute la période. Avec le développement du christianisme, cette mobilité des statuts tend de fait à s'effacer, ce qui a pour conséquence indirecte non pas une liberté nouvelle des individus par rapport au travail, mais une sorte de vaste affranchissement. Pour reprendre les termes utilisés par les Romains, les hommes ne sont alors plus liberi, mais liberti⁹.

Enfin, les conséquences d'une telle évolution sont par ricochet une transformation en profondeur des structures politiques et sociales. Alors que la liberté et l'esclavage étaient deux aspects indissociables et paradoxalement complémentaires du monde païen, seul le statut de travailleur est conservé avec l'instauration du christianisme. En cela, il préfigure l'établissement des trois ordres médiévaux (ceux qui travaillent, ceux qui combattent et ceux qui prient), qui évolueront jusqu'à la fin de l'Ancien régime en Tiers état, noblesse et clergé.

Le travail n'est plus alors seulement une nécessité de subsistance mais acquiert véritablement une fonction sociale. Il caractérise tout un pan de la société qui va s'organiser autour de lui. Il devient donc à la fois obligation religieuse et devoir.

Olivier Sartre
CNT Vignoles, Béthune

8 Cf : Claude Nicolet, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*

9 ils ne sont plus de condition libre, mais affranchis

Loin de répondre à un besoin naturel et collectif de répartir les efforts nécessaires à nos émancipations, l'organisation du travail est dictée tour à tour par l'église, la noblesse et la bourgeoisie... en bref par les ennemis de classe. Nul doute alors que le projet de satisfaire l'ensemble a largement fait place à celui des intérêts propres. Quand le salarié croit vendre sa compétence, le patron ou l'actionnaire achète son approbation silencieuse.

À l'instar des organisations politiques pompeusement appelées « démocraties », l'organisation du travail est enrobée d'une large panoplie de subterfuges destinés à apaiser, voire endormir, nos consciences : ainsi, le travail serait un lieu d'intégration, d'autonomie, d'émancipation et de réalisation personnelle...

Foutaises ! Le travail exploite, le travail blesse, le travail tue, le travail nous met à genoux. Il nous confie le rôle que les possédants nous impose, celui de collaborateurs volontaires.

Pour repenser l'organisation du travail, la première étape est essentielle : la détruire !

Loran
groupe Béthune Arras de la Fédération anarchiste

VERS L'ABOLITION LIBÉRALE DU SALARIAT ?

Moderniser l'économie à la sauce libérale

Le 4 août 2008, le gouvernement présidé par Nicolas Sarkozy nous gratifiait d'une loi dite de modernisation de l'économie. Parmi les petites nouveautés concoctées à la sauce néolibérale, un régime censé faciliter l'entrepreneuriat individuel. Son nom ? On le connaît bien : le fameux auto-entrepreneuriat. L'idée est simple : stimuler la micro-entreprise en facilitant les formalités administratives et en réduisant les cotisations sociales et les charges fiscales. Entré en vigueur le 1er janvier 2009, l'auto-entrepreneuriat comptait environ 895000 fidèles en février 2013, soit autant de petites entreprises individuelles donnant dans la vente de marchandises ou la prestation de services.

« Entreprendre, c'est être libre », disent-ils...

Loué de toutes parts et par beaucoup à sa création, l'auto-entrepreneuriat ne fait, au final, que reprendre le vieux credo de la vulgate libérale : la liberté d'entreprendre serait la panacée, le remède à tous les maux de nos sociétés malades. Du moins la liberté d'entreprendre une activité contribuant à la sacro-sainte croissance économique, veau d'or auquel les libéraux sont prêts à tout sacrifier, y compris – voire en premier lieu pour les plus irréductibles d'entre eux – le social. Dans cette logique, l'auto-entrepreneuriat est régulièrement présenté par ses adeptes comme une simple étape dans la vie d'un individu destiné à devenir un vrai patron, avec une vraie entreprise, de vrais salariés et un vrai chiffre d'affaire. Souvent conçu comme tremplin vers la

construction d'une entreprise dite normale, l'auto-entrepreneuriat rejoint, dans ses aspirations, l'imaginaire libéral fondateur de nos sociétés capitalistes : être libre, c'est faire travailler les autres pour soi. Une liberté qui n'est que pouvoir dominateur, en somme.

Mais en quoi l'auto-entrepreneuriat serait-il un remède à la misère sociale ? Là encore, on rejoint le credo libéral, lequel sermonne les chômeurs qu'entreprendre c'est faire un pas vers la sortie d'une condition sociale individuelle difficile. « Chômeur, devient petit patron et les richesses seront à toi ! » est, en quelque sorte, l'idée que brandissent les dominants, sous-entendant que le pauvre ne serait rien d'autre qu'un fainéant, un parasite auquel il faudrait un bon coup de pied au cul. Sauf que, pour l'auto-entrepreneuriat – comme pour tout un tas d'autres petites entreprises qui se pètent la gueule –, ça ne fonctionne pas. C'est que le marché de l'offre est rude et cruel, une sorte de jungle où les plus faibles ont du mal à survivre, où le plus fort bouffe tout le monde et impose sa loi. Et, de fait, bien peu d'auto-entrepreneurs peuvent raisonnablement espérer devenir des exploités (et l'on ne le pleurera pas). Quant à ceux – et il y en a, bien sûr – qui ne nourrissent aucune ambition patronale, bien peu parviendront à s'extraire de leur condition sociale. Les chiffres parlent par eux-mêmes : seulement un quart des premiers auto-entrepreneurs ont pu dégager un revenu de leur activité, et seuls 10% d'entre eux ont dégagé une somme supérieure au smic. Eh oui, une fois de plus, les barreaux de l'échelle sociale sont sciés et l'auto-entrepreneuriat n'échappe pas à cette réalité.

Mais derrière ce discours d'Église, et outre l'impasse qu'il incarne, le statut d'auto-entrepreneur cache surtout, et c'est plus grave, une nouvelle forme d'exploitation économique. Une forme perverse (pour les travailleurs), mais terriblement efficace (pour les intérêts patronaux), qui repose sur un simple détournement du statut.

L'auto-entrepreneur, où le travailleur dépouillé de ses droits

En se faisant auto-entrepreneur, le travailleur, devenu petit patron, sera certes dans l'air du temps, mais devra faire une croix sur bien des avantages que lui octroyait son statut de salarié. Dès lors qu'il n'est plus salarié, mais indépendant, le travailleur ne bénéficie plus de la moindre protection. Non seulement il lui est théoriquement impossible de rejoindre une organisation de défense des salariés, mais il ne peut plus élire de représentants du personnel (délégués du personnel, comité d'entreprise, comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail, etc.) ou de représentants prud'homaux, ni prétendre à le devenir. Il devra également se passer de tous les droits négociés dans le cadre des accords d'entreprise ou professionnels, et, pire, de la protection du Code du travail.

Le patron qui, en revanche, fera appel à ses services – avec un lien de subordination évident – aura tout à gagner du nouveau statut – libéralement sexy – de sa victime. Non seulement il ne paiera plus de cotisations sociales (en l'occurrence, le – fumeux – coût du travail est réduit à peau de chagrin), mais il n'aura plus non plus à respecter les quelques droits des salariés que lui imposaient les

conventions collectives et le Code du travail. Il pourra ainsi, sans craindre grand-chose, demander à son travailleur de bosser, par exemple, les jours fériés, le dimanche et même la nuit sans indemnité aucune. Et, surtout, il ne sera plus tenu de respecter un salaire minimum (et il ne manquera de faire jouer la concurrence pour obtenir le coût le plus bas).

En outre, les perspectives d'organisation, de rassemblement et de construction d'une lutte portant des revendications collectivement élaborées sont quasi inexistantes pour le travailleur déguisé en auto-entrepreneur. Isolé dans son coin, sans autre interlocuteur que lui-même face à son client (qui, dans les faits, est son patron), le travailleur ne peut pas faire grand-chose, s'il veut garder son taf, en cas de conflit. Pas de délégué du personnel ou de délégué syndical à qui se référer, pas de CHSCT à consulter ou à saisir, pas de possibilité de se syndiquer dans des organisations de salariés : le patronat réalise son rêve.

Destruction de la conscience et des métiers

Outre ces nombreuses arnaques, l'auto-entrepreneuriat a aussi un impact idéologique fort, et son succès témoignerait presque que nous, révolutionnaires anticapitalistes, avons déjà perdu la bataille de la pensée. Car l'auto-entrepreneuriat tend à brouiller les frontières sociales – tout le monde croit pouvoir devenir patron, même les pauvres – et contribue à l'anéantissement de la conscience de classe des travailleurs. À ce sujet, une étude sociologique mériterait d'être sérieusement menée pour savoir si les auto-entrepreneurs se considèrent socialement comme des patrons ou s'ils se pensent toujours comme des travailleurs, comme des salariés au statut un peu particulier. En l'absence d'études de ce genre (qui peut-être existent, mais je n'en ai pas trouvées), il me paraît difficile d'affirmer que les frontières de classe disparaissent vraiment via ce nouveau régime. Mais, dans les faits, quand bien même la conscience de classe serait demeurée intacte (ce dont je doute), elle serait incapable de s'exprimer en cas de litige comme je l'expliquais précédemment. Et, en l'absence de conflit,

on peut penser que cette conscience de classe finit par disparaître, en se diluant dans l’océan de la désillusion et du renoncement.

Enfin, l’auto-entrepreneariat participe aussi, d’une certaine manière, à la destruction des métiers. Avec ce statut, tout le monde croit pouvoir tout faire depuis chez lui et offre ses prétendues compétences en proposant des prix qui tirent les salaires ordinaires des professionnels salariés (ou contraints à l’auto-entrepreneariat) vers le bas. C’est le cas, là encore, du métier de correcteur qui, depuis l’apparition de ce statut, a vu quantité d’anciens professeurs de français, de « grands amateurs de lecture », voire d’écrivains reconvertis, débarquer sur le marché. Or correcteur est un métier, et il ne suffit pas d’apprécier la lecture ou d’avoir enseigné la conjugaison pour le devenir. Et ces nouveaux arrivants participent non seulement à la baisse des salaires – beaucoup sont des retraités souhaitant arrondir leurs pensions, ou des bourgeois qui s’ennuient et se moquent de ce qu’ils gagnent, mais aussi, et surtout, à la destruction, à terme, du métier, lequel ne reposera dès lors sur aucune qualification.

Au-delà du salariat

Aujourd’hui, dans certains métiers, défendre le statut salarié, c’est défendre ses droits sociaux. C’est se battre pour travailler sous la protection du Code du travail (ce qui n’est pas du luxe), pour mutualiser une part de son salaire, pour s’assurer une retraite et un chômage à peu près dignes de ce nom. Mais c’est aussi refuser que le patronat soit à nouveau exonéré de cotisations sociales et affirmer qu’il n’y a pas de raison que le capital ne mette pas aussi la main à la poche pour financer la protection sociale (voire qu’il devrait en être le principal financeur, lui qui s’accapare la majorité des richesses que nous produisons). Dans cette lutte sociale, les anarchistes ont bien sûr toute leur place, et il y a aujourd’hui un gros travail à faire à ce sujet. Et notamment au niveau syndical où il est désormais absolument nécessaire de repenser certains fonctionnements et certaines modalités de lutte à la lumière (certes terne) de cette évolution du salariat dans les vieux pays industrialisés.

Néanmoins, défendre le salariat aujourd’hui ne doit pas nous faire renoncer à l’un des aspects essentiels du projet de société anarchiste, celui de la destruction des rapports de production capitalistes (lesquels ne sont que domination et exploitation du travailleur), dont le salariat est une des formes. Et l’investissement du terrain du monde du travail est ici essentiel, si ce n’est primordial, pour faire valoir auprès de nos camarades et collègues qu’une autre organisation du travail est possible : non pas un retour à l’esclavage ou une généralisation de l’auto-entrepreneariat, mais une gestion directe de l’économie par les travailleurs et leurs organisations, dans le cadre d’une communisation des outils de production et des richesses.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste



Photo: Laurent Conduché

SANTÉ ET TRAVAIL

Le travail a de tous temps imprimé sa marque dans le corps et l'esprit. Les marques corporelles sont les plus visibles, de la suie incrustée sur le visage des cheminots aux mains calleuses des paysans, des déformations des mains des lavandières aux dos voutés des dockers. Elles étaient comme la signature d'appartenance à un ordre, une marque de compagnonnage et de reconnaissance. S'en plaindre pouvait être considéré comme un signe de faiblesse... La position d'ouvrier expérimenté pouvait se lire dans les corps presque aussi sûrement que sur le livret ouvrier.

Dépossédés de leur outil et de leur savoir faire par les patrons et par le taylorisme, les ouvriers ont pu trouver dans l'organisation collective la force de résister et d'améliorer peu à peu leurs conditions de travail et d'existence.

Les revendications visant à abaisser la durée journalière de travail ou à mettre en place des systèmes d'assurance maladie avaient pour but la préservation de la santé physique, garante de la force de travail, seul bien du prolétaire.

Dans l'exécution d'une tâche, qu'elle mobilise la force physique ou les capacités intellectuelles, le travailleur a le plus souvent le désir de bien faire, car à côté de la rémunération qu'il perçoit en échange de son travail, le besoin de reconnaissance et de gratification symbolique est un moteur essentiel de l'engagement au travail. La reconnaissance par les pairs est certainement la plus importante. Que cette reconnaissance vienne à manquer et la situation au travail devient plus difficile.

C'est tout l'enjeu des procédures d'évaluation individuelle, qui par leurs caractères abstraits et culpabilisant entraînent trop souvent des tensions psychiques et mentales parfois insupportables¹. Les psychologues du travail ont montré la différence entre le travail prescrit et le travail réel.

Ce qui est prescrit, c'est ce qui est attendu et formalisé par des procédures : le travail réel est ce qui est effectivement réalisé, et il y a un écart entre prescription et réalisation. Toute l'intelligence et la compétence du travailleur s'exprime dans cet écart. Travailler, c'est combler l'écart entre le prescrit et le réel, et c'est sans cesse une réinvention.

Lorsque les travailleurs décident d'appliquer les règles à la lettre,

ils bloquent la production : c'est la grève du zèle. Cette latitude dans laquelle s'exprime la compétence professionnelle est source de satisfactions au travail.

Selon C. Dejours, « *la caractéristique majeure du "travailler" c'est que même si le travail est bien conçu, même si l'organisation du travail est rigoureuse, même si les consignes et les prescriptions sont claires, il est impossible d'atteindre la qualité si l'on respecte scrupuleusement les prescriptions* »². Le réel, toujours selon la psychologie du travail, c'est ce qui résiste aux procédures.

Au cours des dernières années, et à travers des cas largement médiatisés, on a beaucoup parlé de stress au travail. Ont été pointés des organisations, ou plutôt des désorganisations, qui conduisaient certains salariés vers des situations de détresse avec parfois des suicides sur le lieu même de leurs souffrances. En réponse à ces situations, des cellules de détection et de prévention ont été mises en place, afin de détecter précocement les situations et les personnes à risque.

Quant à la responsabilité de l'organisation du travail, il semble bien qu'on n'ait rien fait pour la remettre en cause. Alors qu'en cas de danger lié à un agent physique (produit chimique par exemple), on mettra en place des moyens de protection efficace, voire l'éviction du produit en cause (ce qui n'est pas toujours le cas....).

C'est une autre forme de souffrance qui est alors en jeu : la souffrance psychique. Celle-ci est d'autant plus pernicieuse qu'elle est plus difficile à mettre en mot. Comment

dire la souffrance, quand on ne comprend pas son origine, qu'on n'arrive pas à l'identifier, et qu'on se sent diminué à ses yeux et aux yeux des autres ?

Ne pas être à la hauteur de la tâche, ne pas pouvoir répondre aux attentes, ne pas comprendre ce qui se passe...

Très souvent, l'employé va exprimer sa souffrance sous la forme d'un conflit avec son supérieur, aboutissant souvent à une personnalisation extrême et à la perte du sens même de cette souffrance.

Les médecins du travail, sont en première ligne pour entendre et recueillir la parole des salariés en souffrance. Ils peuvent mettre en place des stratégies de protection et de soutien, mais ils restent eux aussi trop souvent impuissants. Il est même arrivé qu'ils soient contrariés dans cette tâche par des employeurs qui estiment qu'ils sont lésés par la démarche de ces médecins du travail. Cela s'est produit il y a quelques mois avec la tentative de réduire au silence, via l'ordre des médecins, trois médecins du travail qui avaient défendu les droits de salariés en conflit avec leur patrons³.

Une des meilleures défenses pour les salariés confrontés à des risques psycho-sociaux au travail, c'est la présence au sein de l'entreprise d'un collectif fort, d'un syndicat et d'un état d'esprit qui doit aller avec, à savoir la solidarité et l'entraide. C'est ce que les directions d'entreprise ont bien compris, en cassant partout où elles le pouvaient les collectifs de travail, en isolant les travailleurs, en individualisant les carrières et les contrats de travail.

Lorsqu'il est choisi, lorsqu'il s'exerce dans de bonnes conditions, lorsqu'il est socialement utile⁴ le travail peut apporter des satisfactions aux travailleurs.

Moriel

1 C. Dejours : « *L'évaluation du travail à l'épreuve du réel : critique des fondements de l'évaluation* ». INRA éditions.

2 C. Dejours : « *Subjectivité, travail et action* », <http://sites.univ-provence.fr/ergolog/pdf/bibliomaster/dejours.pdf>

3 <http://www.a-smt.org/2013/les-ecrits-des-medecins-du-travail.pdf>

4 David Graeber : « *Emplois foireux-Bullshit Jobs* » sur <http://www.lagrottedubarbu.com/2013/08/20/emplois-foireux-bullshit-jobs-par-david-graeber>

LE TRAVAIL SUR LA BOBINE

FILMOGRAPHIE SÉLECTIVE sur le travail, son organisation et les luttes

Les temps modernes

*Américain, septembre 1936, réalisé par Charlie Chaplin, avec Charlie Chaplin, Paulette Goddard, Chester Conklin.
Genre : Comédie dramatique. Durée : 1h 23min*

Synopsis : Charlot, un des ouvrier soumis à la cadence infernale de la chaîne à production d'une gigantesque usine, provoque des perturbations dans les rouages de la machine par sa distraction. Dépressif, il se retrouve à l'hôpital, puis en prison après des situations burlesques. Sa rencontre avec « la gamine » amènent des rêves de vie meilleure. De fuite en fuite, ils s'en vont vers un avenir incertain.



Tout va bien

*Italien français, avril 1972, réalisé par Jean-Luc Godard, avec Yves Montand, Jane Fonda, Vittorio Caprioli
Genre : Drame. Durée : 95min.*

Synopsis : Une journaliste et un cinéaste pris au piège dans une entreprise en grève. Sur fond de lutte des classes, une histoire d'amour, un patron séquestré et la question de la place des intellectuels dans la révolution.



Les camarades

*Italien, 1963, réalisé par Mario Monicelli, avec Marcello Mastroianni, Renato Salvatori, Bernard Blier
Genre : Comédie Dramatique. Durée : 2H10 min.*

Synopsis : Dans une usine de tissage en 1905 à Turin, un vieil ouvrier se prend la main dans la machine. L'histoire de la première grève ouvrière en Italie.



La classe ouvrière va au paradis

Italien, Septembre 1971, réalisé par Elio Petri, avec Gian Maria Volonté, Mariangela Melato, Salvo Randone, Gino Pernice. Genre : Drame. Durée : 2H05 min.

Synopsis : Lulù Massa est un ouvrier modèle, maîtrisant parfaitement sa machine et les rythmes demandés par son patron, qui le cite en exemple. Il perd son doigt dans un accident du travail et découvre la solidarité ouvrière. Son regard sur l'entreprise se modifie et il devient un meneur syndical.



Ressources humaines

*Français, Britannique, Janvier 2000, réalisé par Laurent Cantet, avec Jalil Lespert, Chantal Barre, Jean-Claude Vallod.
Genre : Comédie Dramatique. Durée : 1H40 min.*

Synopsis : Étudiant en école de commerce, Franck fait un stage dans l'usine où travaille son père, ouvrier. Enthousiaste, il pense pouvoir aider à la négociation de la réduction du temps de travail. Il découvre par hasard que se trame un plan de licenciement de douze personnes, dont son père.



Violence des échanges en milieu tempéré

*Français, Janvier 2004, réalisé par Jean-Marc Moutout, avec Jérémie Rénier, Laurent Lucas et Cylia Malki
Genre : Comédie Dramatique. Durée : 99 min.*

Synopsis : Philippe, jeune cadre, fait ses débuts dans un cabinet d'audit. Son supérieur hiérarchique lui apprend le métier de « dégraisseur ». Sa compagne est révoltée contre cette « mission » et le renvoie à sa responsabilité et aux conséquences humaines de ses actes.



La question humaine

*Français, Septembre 2007, réalisé par Nicolas Klotz, avec Mathieu Amalric, Michael Lonsdale, Jean-Pierre Kalfon
Genre : Drame. Durée : 2H21 min.*

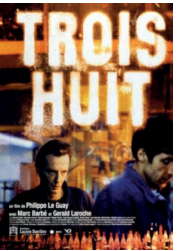
Synopsis : Psychologue dans le service de Ressource Humaine d'une usine pétrochimique, Simon est chargé de la sélection du personnel. Il doit faire une enquête sur l'un des dirigeants de l'usine. À mesure qu'il découvre les réelles motivations de cette demande et fait le lien entre le discours déshumanisant de l'entreprise et la phraséologie nazie, ses certitudes vacillent.



Trois huit

*Français, Mars 2001, réalisé par Philippe Le Guay, avec Gérard Laroche, Marc Barbé, Luce Mouchel
Genre : Drame. Durée : 1H35 min.*

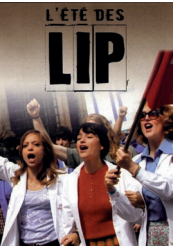
Synopsis : Inspiré d'un fait réel. Pierre est un ouvrier à la vie bien réglée. À l'occasion d'un changement d'équipe, il subira le harcèlement d'un de ses collègues.



L'été des LIP

*Français, 2011, réalisé par Dominique Ladoge, avec Anne-Sophie Franck – Bernard Blancan
Genre : Téléfilm. Durée : 1H50 min.*

Synopsis : En 1973, Tulipe à 20 ans et travaille aux usines Lips à Besançon. Le patron vient de partir, les caisses sont vides, les licenciements se préparent. La grève est votée et l'idée surgit : "C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie !"



FILMS DOCUMENTAIRES

FILMOGRAPHIE SÉLECTIVE sur le travail, son organisation et les luttes

Ils ne mourraient pas tous mais tous étaient frappés

Français, 2005, réalisé par Marc-Antoine Roudil et Sophie Bruneau, durée : 80 min

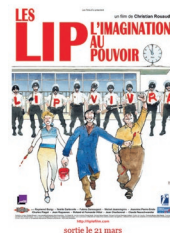
Dans le cadre d'entretien avec des psychologues et des médecins du travail, des personnes témoignent de leur souffrance, de la banalisation du mal dans l'entreprise et dans les nouvelles formes d'organisation du travail



Les LIP, l'imagination au pouvoir

Français, 2007, réalisé par Christian Rouaud, durée : 1H58 min

Récits et témoignages de femmes et d'hommes ayant participé à la grève des usines Lip à Besançon, et à sa reprise en autogestion.



J'ai (très) mal au travail

Français, 2007, réalisé par Jean-Michel Carré, durée : 1H30 min

Stress, harcèlement, violence, dépression, suicide sont des thèmes de plus en plus fréquents évoqués dans les médias à propos du travail. Pendant plus d'un an, Jean-Michel Carré a entrepris une enquête et une réflexion de fond sur le rapport qu'entretiennent les Français avec le travail et son organisation orchestrée par les nouvelles méthodes de management. Le film tente de comprendre au prix de quelles douleurs ou de quels bonheurs le salarié fabrique, résiste, crée, s'épanouit ou craque.



Attention danger Travail

Français, 2003, réalisé par Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe, durée : 1h49 min

Le film donne la parole à des personnes qui refusent le travail et cherchent à échapper à l'exploitation salariale et à se réapproprier leur vie.



Entre nos mains

Français, 2010, réalisé par Mariana Otero, durée : 1h28 min

Pour faire face à la faillite de leur entreprise de lingerie, les salariés, majoritairement des femmes, font le pari d'une reprise sous forme de coopérative.



Volem rien foutre al païs

Français, 2007, réalisé par Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe, durée : 1h47 min

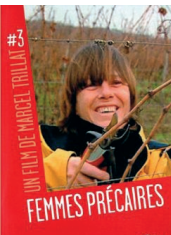
Le film enquête sur les alternatives au travail salarié par des personnes visant à l'autonomie quotidienne et la réappropriation. Une réflexion sur le travail et ses alternatives, avec des expériences concrètes et interpellations par le réalisateur de personnalité politiques quelque peu étrangères à la démarche critique et subversive de ces expériences.



Femmes précaires

Français, 2005, réalisé par Marcel Trillat, durée : 81 min

Marcel Trillat termine avec Femmes précaires une trilogie sur le monde du travail : après 300 jours de colère et Les prolos, il va à la rencontre de cinq femmes en prise au travail précaire, au temps partiel imposé, aux horaires morcelés.



La reprise du travail aux usines Wonder

Français, 1968, réalisation Jacques Willemont, durée : 10mn

Le 10 juin 1968, des étudiants filment la reprise du travail aux usines Wonder de Saint-Ouen. Une jeune ouvrière dit qu'elle ne rentrera pas. Les pressions sont nombreuses pour la contraindre à reprendre le travail, émanant notamment d'un élu communiste et d'un chef de la CGT.

Reprise

France, 1997, réalisation Hervé Le Roux, durée : 3h 12

En partant de la séquence filmée devant les usines Wonder en 1968 (voir plus haut), l'auteur se lance dans une quête, une enquête quasi policière, afin de retrouver, près de trente ans plus tard, la jeune femme qui refusait de reprendre le travail. Il questionne de nombreux acteurs et actrices de l'époque, autant de témoignages précieux permettant de mieux comprendre ce qui, dans cette courte séquence, se jouait en matière de rapport de classe, d'émotion, d'espoir, de déception.



Le dos au mur

France, 1979, réalisation Jean-Pierre Thorn, durée : 105 mn

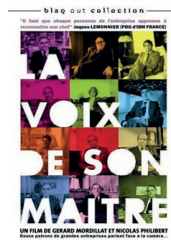
Ancien ouvrier spécialisé de l'usine Alsthom de Saint-Ouen, Jean-Pierre Thorn y revient en 1979 pour y filmer la grève et l'occupation de l'usine. Plus qu'un manifeste, ce film subtil apparaît comme une œuvre cinématographique d'ampleur, témoignant d'une lutte ouvrière exemplaire en ce qu'elle impliquait d'utopies, de conquêtes, et de désillusions.



La voix de son maître

France, 1978, réalisation Nicolas Philibert, durée : 1h 36

Face à la caméra, douze patrons de grandes entreprises parlent du pouvoir, de la hiérarchie, des syndicats, des grèves, de l'autogestion... Un document précieux, les puissants industriels prenant rarement le temps de déployer ainsi leur pensée, hors contexte « médiatique ». Et ce, dans une période charnière, entre l'ère industrielle et l'ère du capital.



ET VOILÀ LE TRAVAIL... BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Contre le travail

Philippe Godard (Homnispères, 2005)

Pour Philippe Godard, l'homme ne trouvera son salut que dans l'abandon total du travail, qui le prive de sa créativité, et dans une remise en cause absolue d'une société "gangrenée par l'idée que seule la production permet de se réaliser", et où "le travail est devenu un rapport social". Iconoclaste et documenté, Contre le travail pose des questions dont les réponses sont devenues trop évidentes.

Le droit à la paresse

Paul Lafargue (Le passager clandestin, 2009)

Publié pour la première fois en 1880 en réponse au « droit au travail » de Thiers, qui sacralisait la morale bourgeoise de l'effort vertueux, ce véritable manifeste social démystifie le travail et son statut de valeur ultime. Il se double d'une analyse des structures mentales collectives du XIXe siècle.

Harcèlement au travail ou nouveau management ?

Paul Ariès (Goliath, 2002).

L'auteur dresse ici un constat d'échec des nouveaux modes de management, toujours plus déshumanisants : une organisation du travail qui brise les cultures de métier et les identités collectives, tandis que les techniques raffinées de manipulation des salariés, sous prétexte de développer la culture d'entreprise, imposent à chacun une façon de travailler, de s'habiller, de sourire, de parler...

La misère du monde

Pierre Bourdieu, dir. (éd. du Seuil, 1993).

Enquête sociologique de terrain, le chapitre « déclin » interroge au plus près ouvriers, intérimaires, cadres au chômage, agriculteurs... Un recueil de leurs maux, avec leurs mots exprimant avec justesse grandes et petites misères du monde du travail.

Putain d'usine

Jean-Pierre Levaray (éd. Agone, 2005)

Sous la forme d'un « journal de la vie au travail », l'auteur, ouvrier de la pétrochimie, raconte par le menu un quotidien fait d'ennui, de peur, de luttes aussi. (Lire l'interview page...))

Pourquoi travaillons-nous ? : une approche sociologique de la subjectivité au travail

Danièle Linhart (éd. Erès, 2008)

Qu'est-ce que les salariés investissent d'eux-mêmes au travail, pour quelles raisons, et selon quelles modalités ?

L'engagement subjectif, outil de performance et pierre d'angle du « néo-management », prend la forme d'une auto-subordination aux effets pervers inquiétants, comme nous le rappellent régulièrement les suicides au travail.

Le quai de Ouistreham

Florence Aubenas, (éd. de l'Olivier, 2010)

Durant six mois, incognito, la journaliste s'est glissée dans la peau d'une travailleuse précaire, inscrite à pôle emploi, puis femme de ménage sur les ferries. Ainsi, elle a affronté les limites et les incohérences du système socio-économique, dont elle dresse ici un portrait sans concession.

Le travail jetable

Gérard Filoche (Ramsay, 1997)

Véritable plaidoyer contre le sous-travail, le sur-travail et le sans-travail, ces récits émanant d'un inspecteur du travail oeuvrant pourtant dans le cosu IIIe arrondissement parisien démontre, s'il en était besoin, quelle cruauté et quelle bestialité sous-tendent l'exploitation du plus grand nombre par une poignée de profiteurs.

Affiche originale du Père Peinard datant du 2 novembre 1890 - reproduction CRML-HS

Supplément au n° 95 du 2 Novembre 1890.

LE PÈRE PEINARD AU POPULO

Les voilà revenus, ces nom de dieu de députés. Mauvais signe ! Ces hirondelles de potence annoncent l'hiver, avec le frio, la purée et toutes les mistoufles à la clé.

Mince de flemme qu'ils ont battu ! C'est toujours pareil : ceux qui n'en foutent jamais un coup se paient les vacances. Pour ce qui est de nous, en fait de vacances, c'est le chômage !

« Et maintenant, que vont-ils foutre, ces bouffe-galette ? — Pas la peine de le demander, nom de dieu ! Ils vont se réatteler à leur salope de besogne : sortis du fourbi habituel, des papotages politiques, des retours de bâton, des pots-de-vin, y a plus personne !

« Et leurs professions de foi ? Et leurs serments ? Et la chiée de réformes promises avant leur élection, què que ça devient, tout ça ?

Voyons, faut pas se gourrer ! On s'est laissé empaumer par les belles phrases, mais au fond, chacun savait bien que c'était du battage, et qu'une fois nommés, les salops se torche-raient le cul de leurs promesses.

Ils seraient d'ailleurs bougrement embarrassés, pour foutre en train les réformes promises ; pour en faire, y a qu'un moyen, toucher à la Propriété ; or, les députés en sont les chiens de garde.

Ils ne sont bons qu'à une chose : foutre de nouveaux impôts et augmenter les anciens. C'est à ça qu'ils gagnent leurs vingt-cinq balles !

Ça n'empêche, mille tonnerres, que la **DETTE** gonfle ! Tous les ans on y colle une rallonge d'une centaine de millions. Faut bien gaver la haute fripouillerie, les grands seigneurs de la Politique et toute la vermine bourgeoise. Turellement, c'est sur notre dos que ça tombe !

Ça nous saigne ! A la Ville comme à la Campluche, le populo tire la langue, la misère se fout partout, nom de dieu !

Du train dont ça marche, ça n'ira pas loin : faut que ça pète ou que ça casse, le fiasco est au bout !

Tant mieux, nom de dieu, qu'elle vienne **LA BANQUEROUTE** ! Elle nous mènera à la Sociale, qui seule nous sortira du pétrin, en supprimant toute la charognerie qui nous gruge.

Les patrons et les gouvernants foutus à cul, ça sera très bath ! Chacun briffera à sa faim, et sans s'esquinter, turbinera librement.

Du coup, mille bombes, on ne verra plus à côté de jean-foutres, gras comme des pores, qui gâchent la croustille de cent familles — des pauvres bougres, les boyaux vides, se tuer au travail.

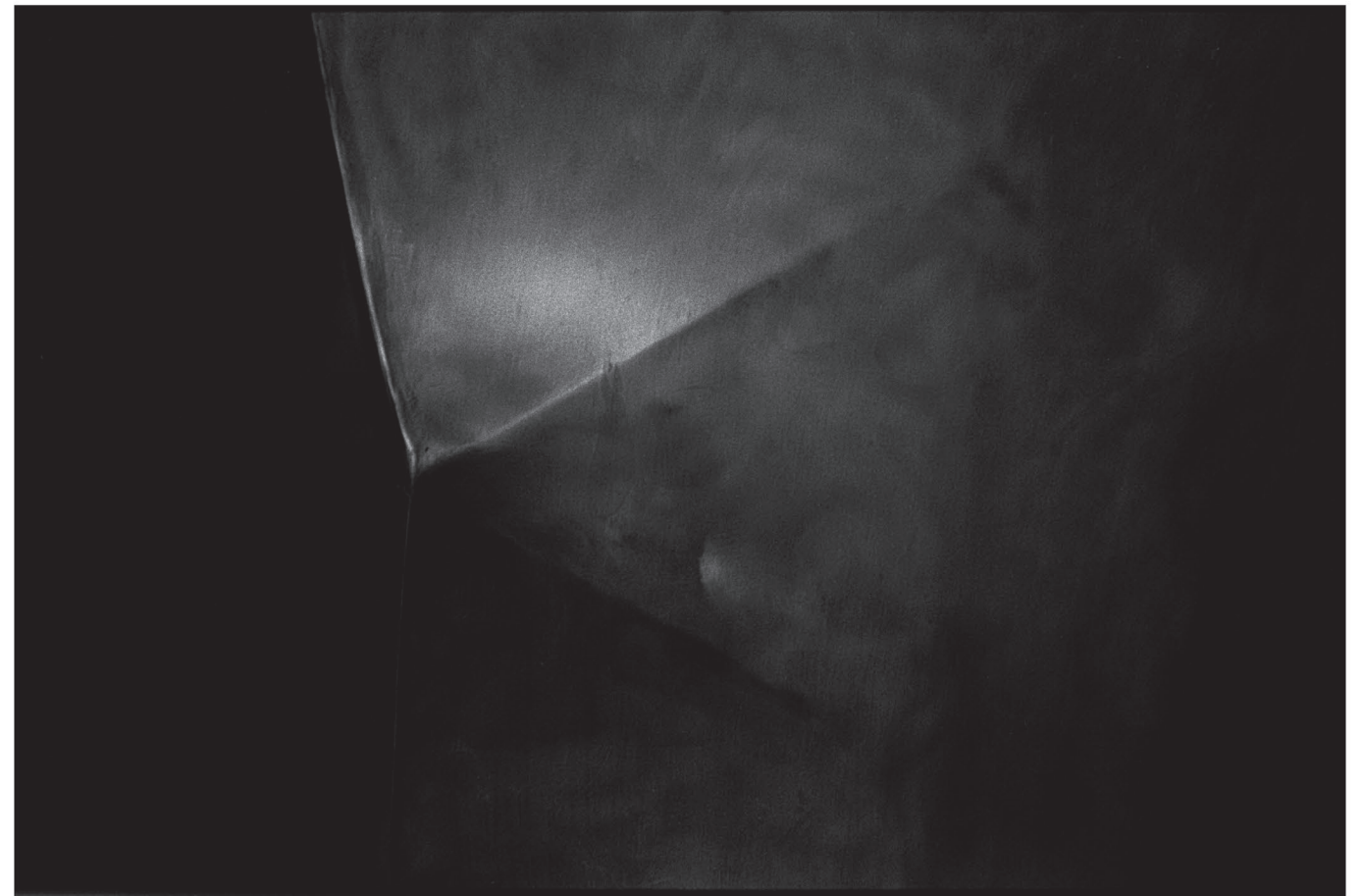
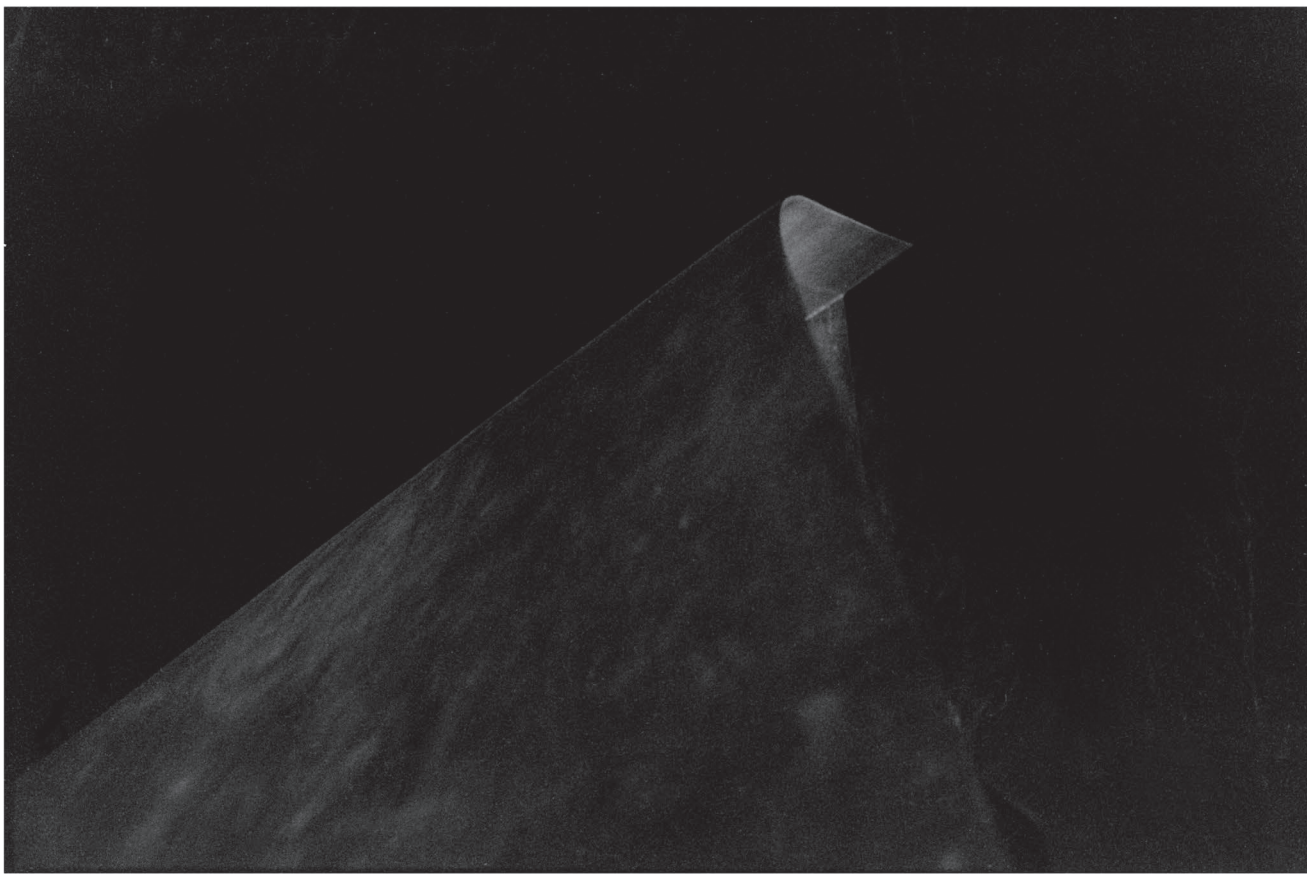
Pour en revenir aux mecs du Palais-Bourbon, foutons-nous dans le trognon que ces gonces-là ne feront jamais rien pour notre gueule ! Y a assez longtemps que nous faisons les poires : faut cogner, nom de dieu, y a que ça de vrai !

LE PÈRE PEINARD.

Lire tous les Dimanches **LE PÈRE PEINARD**, réflex hebdomadaires d'un gniaff, en vente chez tous les Marchands de journaux ; le numéro **DEUX ROUNDS**.

Paris. — Faugoux, imprimeur du Père Peinard, 120, rue Lafayette.





Photos: Laurent Conduché

LES MAISONS MÉDICALES BELGES AUTOGÉRÉES

Entretien avec Christian Legrève, du département de l'éducation permanente de la Fédération des maisons médicales francophones.



Le Monde Libertaire : Nous sommes venus à Bruxelles te rencontrer. Peux-tu-nous dire en quelques mots ce qu'est la fédération des maisons médicales belges et ce qu'est le département d'éducation permanente ?

Christian Legrève : En fait, nous sommes en Belgique et tout est compliqué chez nous, c'est la fédération des maisons médicales francophones. Il existe aussi une fédération des maisons médicales néerlandophone, plus petite. On travaille ensemble sur certains dossiers. Nous sommes environ 90 maisons médicales qui sont des centres de santé pluri-disciplinaires dans lesquelles on trouve des kinésithérapeutes, des infirmiers, des médecins généralistes, du personnel d'accueil, des psychologues, des travailleurs sociaux, et qui offrent des soins de qualité à une population inscrite dans le centre de soin.

ML : Quand et comment sont-elles nées ? A l'initiative de qui ?

CL : C'est tout à fait en lien avec les questions qui concernent l'éducation permanente (équivalent de l'éducation populaire en France). C'est rattaché au même mouvement. En Belgique, depuis 1976, le ministère de la culture organise le financement des structures d'éducation populaire, ça s'appelle le secteur de l'éducation permanente.

Les premières maisons médicales sont apparues au début des années 70. Elles n'étaient pas structurées entre elles : elles sont

issues du même mouvement contestataire étudiant, mais elles n'étaient pas fédérées. Avant les maisons médicales, il y avait le GERM (Groupe d'Étude pour une Réforme de la Médecine), rassemblement d'intellectuels soignants ou non, qui au début des années 60, réfléchissait sur la transformation du système de santé en Belgique. On a conçu, de manière un peu théorique un projet de réforme, et aussi le modèle de ce que devrait être un CSI (Centre de Santé Intégré), le modèle référentiel de ce qu'est une maison médicale. Il y a eu au début des années 70 une rencontre entre les personnes du GERM et des jeunes soignants, pétris d'idéaux et en même temps pragmatiques, qui travaillaient dans les quartiers et voulaient faire des trucs avec les gens, dans une approche très communautariste. Les maisons médicales ont pu devenir l'endroit où l'on expérimentait ce à quoi le GERM avait réfléchi et, par ailleurs, les « activistes des maisons médicales », ont pu se référer à un modèle qui leur permettait de penser leur action. C'est aussi ça qui a donné naissance à la fédération qui, au-delà de la fédération des centres eux même, s'est constituée pour construire une critique et une réflexion pour transformer le système de santé sur la base de ces pratiques. Le GERM avait une reconnaissance en éducation permanente et il a décidé de se saborder en disant qu'il est temps que les choses avancent dans la pratique. Il a été négocié avec les pouvoirs publics le transfert de la reconnaissance en éducation permanente sur la fédération des maisons médicales. Nous avons donc été reconnus comme organisme d'éducation populaire avant d'être reconnu comme une fédération pratique de soin.

ML : Les maisons médicales se sont développées assez rapidement alors ? De France ça paraît étrange de pouvoir négocier avec les pouvoirs publics des maisons médicales qui fonctionnent en autogestion.

CL : Rapidement...ça se discute : les toutes premières en 1972 et on est 92 aujourd'hui...ce n'est quand même pas furieusement rapide ! En tout cas, comparé aux besoins, c'est un peu maigre. Mais c'est vrai que c'est étonnant que ça ait pu se construire et se développer en autogestion. C'est lié à la structure des pouvoirs publics qui ne sont pas comme en France. Nous sommes ici dans un système où la concertation sociale, la discussion à tous les étages est très inscrite. L'organisation sociale et politique est marquée par la « pilierisation » : il y a eu très tôt un pilier chrétien, un pilier socialiste et un pilier libéral (c'est-à-dire de droite ou centre droit et non lié au mouvement catholique). Avant, les gens étaient dans leur pilier du berceau au cercueil : école, mouvement de jeunesse travail, syndicat. Toute l'organisation politique en Belgique est négociée entre les pouvoirs publics et ces piliers qui ont travaillé leurs relais au niveau politique. C'est une des choses qui explique qu'on a pu développer des centres privés d'intérêt public, car on n'est pas dans un pouvoir central très fort et très organisé, très centralisé. C'est plus facile dans notre contexte belge de créer des alternatives et d'arriver à les faire reconnaître.

ML : Au-delà de la question utopique à l'origine, est-ce que les maisons médicales venaient palier un manquement en terme de santé publique ?

CL : Oui, alors nous ne sommes pas les seuls à dire que la santé des gens ce n'est pas seulement le soin. Il y a l'OMS (définition par bien être global), mais aussi la déclaration d'alma-Ata. On est en Belgique dans un système où la pratique libérale de la médecine a un peu imposée sa vision des choses et on a tendance à penser que la santé c'est d'abord le soin. En plus, tout le système de santé est paralysé, dirigé par des lobbys qui travaillent au nom de cette approche-là qui n'est pas la nôtre. On a une politique de santé qui manque de cohérence, d'efficacité. On a dans les maisons médicales beaucoup de travailleurs qui viennent des pays du sud en Afrique ou Amérique du sud, et qui ont pu expérimenter des contextes où il faut gérer une pénurie de moyen et où l'efficacité est meilleure. C'est-à-dire que pour un dollar investi, même s'il n'y a en a pas assez d'investi, on a un meilleur bénéfice santé pour la population. En Belgique, on a une politique de santé qui n'est pas échelonnée, pas organisée et en grande partie parce qu'elle est mobilisée par des lobbys.

ML : Quelle offre de soin dans les maisons médicales ? Ce sont des soins dits « primaires » ?

CL : Effectivement, l'action des maisons médicales s'inscrit dans les soins de santé primaire, ce qu'on appelle la première ligne, le premier échelon du système de santé, qui s'adresse à tout le monde sans distinction d'âge, de sexe ou de pathologie. Les soins de santé primaire sont les soins fondamentaux, utiles à tout le monde mais ça veut dire bien plus, c'est-à-dire suppose une attention à tout ce qui fait la santé : les conditions sociales et économiques, l'environnement physique (qualité de l'air, de l'eau...) mais aussi l'environnement culturel (qui détermine les perceptions de la santé et de la maladie). L'action des maisons médicale est une action auprès d'une population en termes de soins

primaires mais pensé de façon bien plus large. Les équipes sont composées de médecins, infirmiers, de kinésithérapeutes, du travail social mais aussi il y a des gens qui font du travail de promotion de santé, du développement communautaire, de prévention ; pour nous, les deux aspects sont vraiment fondamentaux.

Il n’y a pas de « médecine spécialisée » dans les maisons médicales, mais la conception de soins de santé primaire suppose d’accrocher les systèmes de santé entre eux, on travaille beaucoup à l’articulation avec les soins spécialisés (hôpital, etc...) même si c’est conflictuel car il faut se battre en permanence pour que les moyens reviennent en première ligne. Dans notre système de santé en Belgique, on dépense beaucoup plus d’argent pour les deuxième et troisième lignes de santé qu’en première ligne, alors que la grande majorité des problèmes de santé des gens peuvent trouver une réponse dans la première ligne et dans la communauté : à toutes les ressources qui font santé pour les gens mais qui ne sont pas étiqueté « soins de santé » : les ressources communautaires, leur entourage, leur savoir etc.

ML : Ce qui semble être développé est la dimension « clinique » : la prise en compte d’un sujet dans sa globalité et dans son environnement avec son propre savoir.

CL : Oui, je viens de le décrire comme système, et il est vrai qu’il y a aussi les gens et effectivement, au nom de cette conception, il y a une manière d’être en relation : on essaie d’approcher et de soutenir les gens dans leur globalité, dans toutes leurs ressources. Ça se traduit par relation de soin particulière, même si, d’une certaine façon, ce n’est jamais qu’une ré-invention de ce que devrait être la médecine générale, de ce qu’elle a peut-être été. C’est une tentative d’organiser un système dans lequel les gens peuvent se sentir relativement confortable pour travailler la médecine générale telle qu’elle devrait se pratiquer.

ML : Du côté du patient, cela permet de sortir d’un rapport de consommation de la santé ? J’imagine que l’idée est aussi que le patient devienne acteur de sa propre santé, de sa propre vie, de son propre environnement.

CL : Oui, il y a une volonté et des expériences pour travailler collectivement avec les gens, de les impliquer dans les décisions, les orientations du centre, de mener des expériences de projets en commun.

Au-delà, notre système de financement le permet : pour la majorité des maisons médicales : les patients s’inscrivent à la maison médicale, et la maison reçoit un financement forfaitaire, que la personne vienne peu ou beaucoup. Une maison médicale a entre deux et quatre mille patient (250 000 personnes sont inscrites en maisons médicales en Belgique). Une maison médicale connaît sa population et elle peut penser son action en fonction. Il y a une série de problèmes de santé qui peut être considérée plus globalement. Mais surtout, de fait, c’est une communauté de patients qui s’articule avec un collectif de soignants et qui, du coup, peut être dans une autre relation avec l’équipe. Ça organise une solidarité entre les usagers.

Ce système, on l’a négocié avec les pouvoirs publics dans le début des années 1980 à l’occasion d’une série d’évènement sociaux importants à partir desquels on a pu et dû s’articuler avec les mouvements syndicaux et mutualistes en Belgique. On est devenu à la fois des interlocuteurs des pouvoirs politiques et des alliés des mouvements syndicaux, ce qui nous a permis de mettre en œuvre ce projet. Nous sommes dans une logique à la fois pragmatique et utopique : nous sommes, d’une certaine manière, des réformistes mais au nom d’une utopie qui est tout le temps nommée.

ML : Et comment les politiques perçoivent la logique autogestionnaire à l’origine des maisons médicales ?

CL : Outre que la logique autogestionnaire est un choix politique, culturel, intellectuel et de cœur, c’est aussi en totale cohérence avec notre conception de la santé et des soins. Si on considère que la santé doit être abordée de manière globale, alors tout le monde dans l’équipe doit pouvoir participer à l’élaboration du soin, aux représentations de ce qu’est la maladie, à la discussion autour des patients et de leur situation et il faut que la parole de chacun ait la même valeur. Pour moi, c’est ce qui fonde l’autogestion. Du côté des pouvoirs publics, ils sont plutôt ambivalents mais ils ont besoin de nous car il est établi maintenant que la pratique de groupe apporte de la qualité, que le financement au forfait est un cadre qui permet un travail de qualité. Curieusement, on a pu persuader les pouvoirs publics de Wallonie de mettre dans des décrets qui organisent les maisons médicales qu’il fallait que les travailleurs soient majoritaires à l’assemblée générale. Après, je ne crois pas que les politiques ont plus de sympathie pour

l’autogestion. On fait l’objet, je pense, à la fois d’une fascination mais aussi de ricanement. Mais il est certain qu’il y a un regain d’intérêt pour d’autres formes d’organisation. Ce qui est sûr, c’est que des gens viennent vers nous non parce qu’ils sont preneurs de nos choix politiques, mais aussi pour la qualité des soins, des relations humaines.

ML : Dans la charte des maisons médicales, le fonctionnement autogestionnaire et non hiérarchique est mis en avant, mais concrètement, comment ça fonctionne ?

CL : Jusqu’à il y a quelques années, on était en égalité salariale, ce n’est plus le cas mais on reste dans des écarts extrêmement réduits. On n’atteint pas un écart de un à deux. Chaque maison médicale est une Sbl (équivalent des associations loi 1901) dont chaque Assemblée Générale est constituée soit uniquement des travailleurs de l’équipe, soit d’une majorité de travailleurs et de quelques autres (anciens travailleurs, patients, comité de patients, représentant d’association de réseau, représentant de la société civile) qui élit un conseil d’administration pour un ou deux ans. Quant à ce que fait le conseil d’administration, c’est très variable, selon les équipes et la répartition des champs de compétences. C’est parfois flou, parfois conflictuel mais il n’y a que très peu de CA qui décident. Après, des choses bougent : on voit des maisons médicales qui ont des directeur-trice-s ou coordinateur-trice-s, mais la norme générale est que les travailleurs sont majoritaires à l’Assemblée générale et élisent un Conseil d’administration de travailleurs qui travaille en relation avec les réunions d’équipe pour organiser l’ensemble de la vie de la maison médicale.

ML : On entend bien dans ce que tu dis les limites de l’autogestion dans un système qui n’est pas autogestionnaire ni tant fédéraliste. Mais quand il y a un-e directeur-trice, c’est un mandat qui va tourner ou il y a un risque que quelqu’un s’installe dans une position hiérarchique ?

CL : On n’a pas beaucoup de recul. Le risque d’un pouvoir non partagé ou qui ne tourne pas n’est peut être pas pire que lorsqu’il y a quelques vieux grigous ou quelque brigand qui décide de tout. Mais dans les exemples auxquels je pense, ce sont des gens qui sont mandatés. Après, le risque existe, surtout parce que ces personnes développent des connaissances, des compétences, ont des leviers. Du coup, ils peuvent devenir à l’évidence les personnes les plus indiqués pour continuer. On n’a pas d’exemple de « vieux » directeur ou de « vieille » directrice depuis 20 ans. Par contre, on a des exemples de certaines maisons médicales où tout est dit « collégial » mais on sait qu’il faut passer par telle personne pour faire bouger les choses.

ML : Quelles sont les motivations des personnes qui viennent rejoindre les maisons médicales ?

CL : Il est probable que ça dépende des métiers. Ce qui est sûr est que les futurs médecins généralistes n’envisagent plus de ne pas

travailler en pratique de groupe ; C’est en partie ce qui les attire chez nous même s’ils ne sont pas toujours preneurs de tout notre bataclan idéologique, politique, etc.

On a déjà constaté dans des mémoires de fin d’étude sur l’organisation des maisons médicales, que les raisons de venir sont les mêmes que celles qui font qu’on s’enfuit en courant, et c’est évidemment le travail collectif. À l’évidence, c’est plus amusant d’être en équipe ; ça produit du meilleur travail et pour les soignants, c’est aussi la possibilité de ne pas se trouver tout seul. C’est en tout cas quelque chose qu’ils mettent beaucoup en avant. Ça permet d’autres regards, de discuter. Après, dans le tour des métiers, il y a aussi chez les infirmier-e-s, la possibilité de ne pas être pris sans l’organisation hospitalière très hiérarchisée et des limites très importante. Ce travail est beaucoup plus intéressant dans les maisons médicales car elles sont souvent les référents des patients, c’est un travail plus global, les palettes sont plus larges. Pour les accueillant-e-s, c’est un travail très intéressant qui est encore aujourd’hui occupé majoritairement par des gens, surtout des femmes, qui n’ont pas de formation spécifique mais qui ont un parcours de vie qui leur permet d’être là, de valoriser des compétences non validées par un diplôme. Et puis on bénéficie aussi d’une bonne image, des gens viennent pour faire un travail intéressant au service d’un projet qui a du sens.

ML : il y en a qui viennent avec des motivations plus politiques, pour mettre en adéquation leur idées et leur travail ?

CL : Oui, dans la dernière catégorie dont je parlais. Il y a des gens qui viennent pour faire un travail, en vivre, mais que ce travail ait du sens, un travail dans lequel ils croient. Mais aujourd’hui, ce n’est plus la majorité. Pour autant, ça ne veut pas dire qu’ils n’ont pas d’idéal, mais ils ne viennent pas pour ça au départ. C’est un enjeu, ça peut naître chez eux. Mais il y a aussi des maisons médicales dans lesquelles ce n’est pas assez travaillé. C’est intéressant de remarquer que beaucoup moins viennent par militantisme qu’auparavant. D’ailleurs, dans certaines maisons médicales, ce sont des vieux patients qui étaient venus pour soutenir le modèle, le mouvement, et qui donnent parfois des leçons politiques aux

soignants en rappelant les principes et pourquoi on est là.

ML : Est-ce que le fonctionnement en autogestion des maisons médicales a une influence sur les patients ?

CL : Pas assez. Malheureusement, au quotidien, il y a une déferlante de problèmes de santé, de problèmes sociaux criants, de problèmes d'ordre psychiatrique. Aller au-delà c'est indispensable mais ce n'est pas si facile. Dans beaucoup de situations, les patients n'ont pas l'occasion de se rendre compte qu'on fonctionne autrement, ils ne mettent pas l'étiquette d'autogestion dessus. Maintenant, ils voient bien qu'il y a dans l'équipe des rapports qui en sont le signe ou la conséquence : ils voient bien que le médecin ne donne pas d'ordres, que l'on se tutoie, qu'on se donne des coups de main, qu'on fait appel les uns aux autres, des choses qui sont liées à l'autogestion mais qui ne sont pas mises en avant en tant que telles.

ML : tu disais qu'il y avait un regain autour de l'autogestion en Belgique ?

CL : Oui, on est un tout petit pays et dès que trois personnes bougent, ça fait du bruit. Plus sérieusement, ils y a des milieux qui bougent. Il y a par exemple une fédération avec laquelle on travaille beaucoup, la SAWB (Solidarité des Alternatives Wallonnes et de Belgique) qui fédèrent des institutions de l'économie sociale parmi lesquelles certaines sont en autogestion, ou que la question travaille. C'est un endroit où il y a plein de choses qui se passe. Il y a aussi dans les milieux académiques, par exemple à l'Université de Liège, un Centre d'économie sociale qui s'intéresse beaucoup à ces questions-là. Puis on a beaucoup d'appels, de demandes d'article, de demandes de rencontre, beaucoup plus que par le passé. On a même un « chantier autogestion » à la fédération des maisons médicales. C'est un chantier dont on dit qu'il marche sur deux jambes. La première est la qualité de la gestion car nous avons les défauts de l'associatif, c'est-à-dire qu'on n'est pas toujours assez bien structuré pour aborder la question de la gestion de façon pragmatique. L'autre, dont on s'occupe dans l'équipe « Éducation permanente », c'est celle de la décision collective, parce que c'est quelque chose d'important. C'est très dur de trouver le bon accord entre l'individuel et le collectif. On travaille beaucoup sur les processus de décision, on fait très attention sur la façon

dont on a décidé. Car beaucoup choses se règlent par le vote et parfois de manière stupide ou violente, avec la majorité, et des gagnants et des perdants. On réfléchit aux éléments qui peuvent construire une meilleure décision pour que tout le monde se sente plus en accord.

On continue à revendiquer l'autogestion, au nom de notre utopie, de l'égalité, de toutes les valeurs qui sont écrites dans notre charte. Mais il faut aussi être pragmatique, qu'on rende les maisons médicales pérennes, fiables, qu'on soit des interlocuteurs crédibles face aux pouvoirs publics, qu'on soit capable de faire des bilans, des comptes...

ML : Il y a d'autres secteurs avec des fonctionnements autogestionnaires en Belgique ?

CL : Oui, l'économie sociale dont, par exemple, l'insertion professionnelle. Il y a aussi des expériences disséminées dans l'agriculture bio, et d'autre par exemple comme un cinéma d'art et d'essai à Liège. L'université de Liège essaye de développer un service d'aide à la reprise d'entreprise par les salariés. Un peu comme dans le film « Entre nos mains » de Mariana Ottero, il y a une personne des pouvoirs publics qui aide les travailleurs à reprendre leur entreprise. Ça montre que ça bouge quand les pouvoirs publics s'intéressent à la question et trouvent que ça peut avoir une pertinence économique. Ça te fait douter ?

ML : Oui, ça me fait toujours douter lorsque ça vient des pouvoirs publics. D'abord parce que le risque est que l'autogestion soit une nouvelle mode qui permette de reprendre les entreprises en difficulté, mais aussi que le fonctionnement autogestionnaire soit balayé et que se remettent en place très rapidement en place des logiques hiérarchique. Quand l'autogestion n'est pas pensée et portée par les gens qui sont là, le risque de dérive est grand.

CL : Oui, tu as raison, d'ailleurs dans le film qui se passe dans une fabrique de lingerie, il y a beaucoup de femmes, et on les voit totalement démunies. On ne leur a jamais appris qu'elles pouvaient décider et la première chose qu'elles font est de chercher qui va être chef et ça va être forcément un homme... Ceci dit, à la fédération des maisons médicales, il y a des débats sans fin sur la différence entre non-hiérarchie et autogestion. Il y a des gens qui disent que ce n'est pas forcément lié et qu'il suffit que les travailleurs soient majoritaires à l'assemblée générale pour qu'il y ait autogestion. Il y a une vraie confrontation idéologique sur cette question-là avec des gens qui pensent qu'on ne peut s'en sortir sans construction hiérarchique. C'est une vraie bataille idéologique en interne mais ce que je trouve irremplaçable c'est qu'elle puisse exister et je veux bien continuer à me bagarrer tant qu'il y a moyen. Dans le département Éducation permanente, on considère que c'est un de nos boulots de travailler ces questions-là à l'intérieur. Il y a des contradictions en interne, on essaye de mettre en au travail la question du pouvoir.

*Propos recueillis en Mars 2013 par Karine
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

Pour en savoir plus : <http://www.maisonmedicale.org>

Tunisie

LE MOUVEMENT DÉSOBÉISSANCE Un bol d'air venu de Tunisie

De 1956 à 1957, en un an à peine, la Tunisie proclame son indépendance et abolit la monarchie, devenant une république souveraine. Les espoirs s'emballent et comme il est d'usage, les déceptions se dessinent déjà.

Habib Bourguiba est élu premier président de la nouvelle république... jusqu'en 1987 ! Zine el-Abidine Ben Ali, son premier ministre d'alors, prend le relais à la présidence. Pas moins de 5 mandats pour le nouveau dictateur en costume de démocrate. Les résultats des élections masquent mal la mascarade : jusqu'à 99,91 % des suffrages. Le regard attendri (et complice) des gouvernements européens renforce la posture du chef suprême. Corruption, répression politique, parti unique, clientélisme, falsification des élections, détournements, vols, presse muselée... rien n'entachera l'amitié bienveillante de nos élites. Jusqu'au bout les États colons-pas-tout-à-fait-repentis assureront leur soutien au despote de Tunis'.

Décembre 2010. L'insurrection populaire gronde enfin. S'en suit la fin du régime de Ben Ali, marquant le début d'une série de révoltes dans les pays voisins. Révoltes qualifiées de "Printemps Arabe" par la presse bourgeoise, entre deux publicités pour des séjours « all inclusive » à Djerba.

Le Mouvement Désobéissance (MD) est né de ce contexte. Du rejet de l'autoritarisme, celui des gouvernements comme celui des partis de gauche.

De solides connaissances des principes et de l'histoire anarchistes inscrivent la structure et les projets du MD dans une perspective que nous soutenons sans réserve.

Les compagnes et compagnons du mouvement ont très rapidement tissé un réseau solide aux propositions claires : « un mouvement libertaire et anti-autoritaire » visant « l'auto-organisation des peuples



et l'autogestion généralisée, directe, de la vie et des richesses produites ».

Leur maturité politique et leur détermination se jouent tant bien que mal des difficultés techniques (distances, géographie...) et économiques. Le MD a son journal, le « Commun Révolutionnaire ». Parmi les projets immédiats, un local devrait voir le jour pour accueillir les personnes, pour installer un bar associatif, une cantine solidaire, une bibliothèque sociale, un lieu d'art et de politique...

Si le MD s'affirme ancré aussi bien dans les luttes sociales que syndicales, la corruption et la bureaucratisation de l'UGTT, principal syndicat tunisien, ont largement discrédité l'option syndicale dans la population. Ainsi, sans que ça ne constitue une posture politique, le MD considère actuellement que « le centre de gravité de la révolution, ce n'est pas le syndicat ». Alors, les initiatives et alternatives en actes fusent : de forts liens sont noués avec des artistes libertaires (participation à de nombreux projets), aide et soutien à une coopérative agricole du sud tunisien pour un marché direct à Tunis (prix coûteux, pas d'intermédiaires)...etc...

Les rapprochements avec les mouvements libertaires étrangers sont d'ores et déjà effectifs. Il est absolument nécessaire de les renforcer. Le dynamisme du MD est propre à réactiver nos luttes et nos espoirs parfois anesthésiés par un confort mollasson.

**Loran
Groupe Béthune-Arras de la Fédération anarchiste**

~~~~~  
1 le 12 janvier 2011, pendant que le peuple Tunisien se révolte, Michèle Alliot-Marie, alors ministre des Affaires Étrangères en France, va jusqu'à proposer à l'Assemblée nationale le savoir-faire français à la police tunisienne pour "régler les situations sécuritaires".



# ISTANBUL : En direct de la place Taksim



En vacances à Istanbul du 4 au 18 juin dernier, nous nous sommes retrouvés en pleine contestation, et sommes bien évidemment allés voir à quoi ressemblait la Place Taksim.

**5 juin** : la place n'était pas occupée ce jour-là mais une foule nombreuse était présente et tout autour, des banderoles, ainsi que sur l'immeuble faisant face. Aux alentours, des barricades de fortune avaient été dressées avec des panneaux de voirie, des cabines de téléphone couchées, des barres cloués au sol. Partout, des traces des vi des carcasses de bus incendiés et des v inscriptions taguées sur la mosquée toute p visibles. Des manifestants continuaient à fai stand intitulé *INADINA LISE ANARSIST I* par de jeunes gens, mais la barrière de la lar de communiquer et comprendre les discour Nous avons fait le tour du parc, qui jouxtait avaient été dressées et on sentait claireme se mettait lentement en place. Des stocks cigarettes, d'eau, de nourriture, de papier v constituaient progressivement. Avaient égal centres de premiers soins. Sur la place, ce masques à gaz, des casques, des lunettes de

**Quelques jours plus tard, le dima** manifestation était organisée. Nous nous y larges avenues menant à la place étaient noi donc assez difficile d'avancer. Une fois arrî sommes allés dans le parc et à notre grande s vu une affiche représentant Clément Méric quelques jours avant, à Paris. Plus loin, un parterre avait été formé avec des pierres, entouré de piquets et de ruban afin de ne pas le piétiner. Une banderole y était apposée, rappelant la mort d'un manifestant, Abdullah COMER, tombé à cet endroit. A côté de son nom apparaissait le sigle *ANARCHIE*. En redescendant



vers notre hôtel, nous avons croisé des manifestants taguant les murs d'un "*Ya Basta*" dont le A était cerclé.

**Nous sommes retournés une troisième fois sur la place**, après qu'elle eut été évacuée par la police. Les camions des forces de l'ordre entouraient totalement cette place, le dispositif policier était impressionnant. Les banderoles avaient été enlevées et maintenant, sur le plus grand immeuble, flottaient deux drapeaux turcs et le portrait d'Atatürk. Les bus incendiés avaient été enlevés, les tags recouverts de peinture noire. C'est à peu près à ce moment-là que le Premier Ministre turc a indiqué que le parc devait aussi être évacué et qu'il donnait jusqu'au samedi 15 pour ce faire.

Ce jour-là, nous avons rencontré une jeune femme turque parlant Français. Elle nous a fait un point sur le mouvement en cours. Tout avait commencé par une manifestation des "Verts" au sujet du parc qui devait être rasé pour édifier un immense centre commercial. Ensuite, les partis politiques ont pris le relais, mais la grogne couvait bien avant, puisque le Premier Ministre avait déjà ordonné des travaux (un nouveau pont enjambant le Bosphore est actuellement en construction, ce qui a engendré la destruction d'espaces verts). De plus, la Turquie, pays laïque avec des lois telles que le droit au divorce, droit à l'avortement,... est en train de prendre un tournant vers une radicalisation : on fustige les personnes qui veulent divorcer, on montre du doigt les femmes qui veulent avorter, boire de l'alcool est mal vu, s'embrasser dans la rue est maintenant interdit. Erdogan (Premier Ministre) a même comparé l'avortement à un meurtre (2012). En mai 2013, l'assemblée nationale a adopté un projet de loi limitant la consommation d'alcool. Erdogan a déclaré : "nous avons proposé cette loi pour nos jeunes, pour offrir au pays des générations saines, conscientes de leurs valeurs". Pour toutes ces raisons, les manifestants ne voulaient pas baisser les bras.

**Sa menace d'évacuer le parc a été mise à exécution dans la soirée du 15 juin** car le lendemain le même Erdogan avait organisé un rassemblement sur la place Taksim, en indiquant qu'il prévoyait un million de participants. Il avait fait venir de tout le pays des adhérents de son parti, par minibus, ce qui fait qu'effectivement il y avait beaucoup de monde pour l'entendre. Les opposants ont manifesté, mais se sont fait repousser jusque dans le bas de la ville. Nous nous trouvions sur le port, vers le marché aux poissons, quand nous avons senti les premiers gaz et entendu les clameurs. Nous sommes donc allés voir de plus près, malgré nos nez coulants et nos yeux pleurants. Des policiers repoussaient des manifestants dans des rues adjacentes. Des manifestants faisaient des petits barrages, tous avaient les yeux et le nez protégés autant que faire se peut. Des concerts de klaxon ont commencé dans tout le bas de la ville. Nous avons aussi croisé plusieurs personnes avec des bandages, notamment sur le nez, signe qu'elles avaient dû subir des violences ou matraquages.

**Françoise & Joël, MALDOROR**



Photos: Françoise et Joël, MALDOROR





### Dictionnaire de l'individualisme libertaire

Michel Perraudau,  
Éditions libertaires

Avec son « Dictionnaire de l'individualisme libertaire » Michel Perraudau réussit à travers plus de 300 entrées à nous dresser l'histoire d'un des courants fondateurs de l'Anarchisme tout en nous livrant une analyse féroce des usages et modes de notre époque.

Partant d'Abstention pour finir par Zo d'Axa M. Perraudau décortique ce que fut (et reste sous des formes différentes) une pensée riche portée par de nombreuses figures libertaires (Max Stirner bien sûr mais aussi Emma Goldman, Alexandre Marius Jacob, Albert Libertad...). On retrouve aussi dans ce dictionnaire les journaux et revues qui ont véhiculé les différents aspects de l'individualisme libertaire.

Loin de la figure de l'égoïste ne pensant qu'à son petit bonheur et à sa réussite personnelle on ressort de la lecture de ce dictionnaire avec une image de l'Individualiste comme étant une personne entière, souhaitant vivre ici et maintenant en étant maître de sa vie. Et loin d'écraser son prochain, il est prêt à avancer avec lui tant qu'est respectée sa singularité.

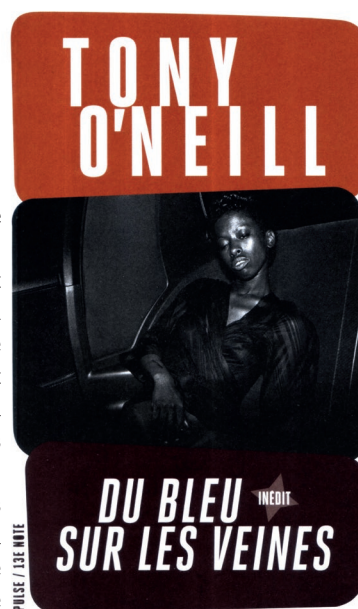
L'auteur profite aussi de son ouvrage pour critiquer certaines pratiques actuelles (comme l'autogestion) qui n'ont, hélas, de libertaire que l'appellation nous rappelant ainsi qu'être libertaire, quelque soit l'époque c'est sortir la tête du rang, refuser d'appartenir à un troupeau ... fusse-t-il un troupeau anarchiste !! Pierre

### Du bleu sur les veines

Tony O'Neill,  
Pulse,  
13e Note, 2013

Flash ou le grand voyage, de Charles Duchaussois, avait été, en 1974, un livre terriblement marquant, un récit prétendument autobiographique perçu comme le roman d'une génération : celle qui pensait trouver à Katmandou et à coups de shoots dans les veines un monde meilleur. L'auteur révéla d'ailleurs peu de temps avant sa mort que ce n'était pas une autobiographie, mais que ce roman compilait en quelque sorte divers témoignages et expériences de différentes personnes. Quoi qu'il en soit, l'esprit « peace and love » échoua entre embourgeoisement ou fuite en avant, et entre overdoses, hépatites et autres joyeusetés. L'écossais Irvine Welsh, avec *Trainspotting*, paru en 1993, renouvela le genre : tribulations glauques et spirale de la défonce dans l'Angleterre des années 80. Loin du flower power ... Du bleu dans les veines s'inscrit davantage dans cette lignée. Paru en 2006 aux États-Unis, cette autobiographie parle des tribulations d'un jeune musicien anglais parti à Los Angeles et sombrant dans les méandres de défonces diverses et variées. Des addictions multiples décrites avec un style cru et trash. Sans rien masquer derrière une esthétique alambiquée, l'écriture de Tony O'Neill nous livre de façon brutale cette époque de sa vie, sans tomber ni dans la célébration des drogues, ni dans un discours moralisateur. Des faits, des histoires, des galères, des espoirs, des illusions, perdues ou non, de l'humour et des choses drôles aussi parfois, tout cela avec une lucidité étonnante. Lors d'une cure de désintoxication, devant auto-analyser ce qu'il pense être les causes de son besoin de défonces, il écrit alors : « Dès notre naissance, nous sommes obligés de nous soumettre à des institutions complètement hypocrites et ridicules comme l'école, L'État, Dieu, la police, le gouvernement, le mariage, à des notions comme le travail, l'idéal du bon citoyen (comme si ça avait un sens), la santé mentale, l'éthique. Tout ça nous est imposé au fil du temps par les culs-bénits conservateurs qui ont transformé ce monde en une farce grotesque depuis qu'existe le concept de société (...) C'est une situation complètement artificielle. Elle crée une sorte de crise existentielle de masse, un trouble psychologique collectif qui se manifeste par des émeutes, des meurtres, des suicides et des guerres. La façon que j'ai choisie pour gérer cette pathologie a été de me shooter, l'alternative étant de commettre un massacre. »

À travers ces quelques lignes, on constate à quel point un certain nombre de gens, militants ou non, ne sont pas capables de cette lucidité alors qu'ils ne consomment aucun stupéfiants ... Comme quoi la vie est injuste ... A lire sans hésitation : dans la noirceur de la descente aux enfers, il reste toujours une lueur d'espoir. C'est peut-être là l'essentiel. Bibi



### 33 leçons de philosophie par et pour les mauvais garçons

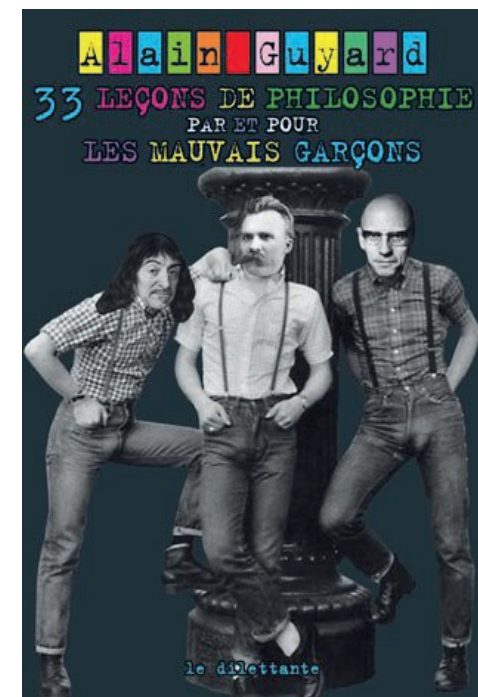
Alain Guyard,  
Le dilettante,  
287 pages

Alain Guyard enseigne la philo à des ouvriers, à des taulards et à des badauds. Il enseigne notamment en prison. Il se dit décrivateur de concept, philosophe forain. « Petit, à l'heure où certains sont plongés dans Bécassine [il] avai[t] le bonheur d'être auprès d'un forgeron unijambiste qu'était le grand-père lecteur de *La Calotte* et de *La Raison* ». Son autre grand-père était copain avec Jean Galtier-Boissière, fondateur du Crapouillot. Après une période punk puis red skin, il s'intéresse à la contre culture du XVIIIème, « cette espèce de pathologie philosophique [...], comme un renvoi non assumé au cœur du siècle des lumières ». Puis il se met à enseigner la philosophie à « un public dont on peut pas s'attendre à ce qu'il soit en capacité de philosopher... et pourtant ». Pour lui, « y a pas besoin de passer par un apprentissage long et pénible, avec un vocabulaire aride, pour entrer en philosophie ». « Y a toute une tradition de la philosophie avec son efficacité et sa brusquerie. Socrate alpague le populo dans la rue ». « Mon idée à moi, c'est qu'il doit bien y avoir une philosophie brute ; brute comme brut de décoffrage, brute comme brute épaisse. »

Son bouquin est organisé en 33 chapitres dédiés, à quelques exceptions près, chacun à un philosophe. On y trouve Socrate, Machiavel, Descartes, Spinoza, Sade etc, mais aussi Orwell, Lafargue, Georges Sorel, Alexandre Jacob et d'autres. Chaque chapitre est composé d'un cours théorique et d'exercices pratiques. L'auteur essaie d'être « bref, concentré, et d'aller droit au but ». Il fait preuve d'une connaissance très fine des différentes pensées<sup>1</sup>. Ses exercices pratiques sont souvent bidonnants et remettent toujours les pieds sur terre. Bien que se disant – avec un brin d'espièglerie – honoré d'être salué par R. Enthoven, il se « méfie quand la philosophie se donne des grands airs [...] : ça sent sa resucée de Nietzsche ». « Je suis toujours, face à la philosophie, comme un môme avec les yeux écarquillés. [...] **La grande affaire, c'est sauver le quotidien, pas se sauver du quotidien.** »

Alain Guyard a écrit ce bouquin en argot. « Le philosophe se doit de penser l'ignoble et de le porter à la noblesse. Ça doit aussi être éprouvé dans la forme : [on] ne doit pas avoir honte de passer par des figures décrites parce qu'il y a aussi du sens. L'argot, langue des classes dangereuses, est aussi une langue porteuse de sens ». On vit son admiration et son émotion

<sup>1</sup> Dixit Raphaël Enthoven, spécialiste philosophie sur France Culture.



devant certaines des figures qu'il aborde. Son argot est précis et propre comme la découpe d'un orfèvre en boucherie (du reste, il livre la leçon d'un « boucher néoplatonicien tendance charcutier taoïste zen »). A. Guyard réussit à susciter un intérêt auprès du public le plus ignare en philosophie (c'est mon cas). Ça demande de l'indulgence pour cette langue virile mais tellement expressive...

Pour terminer, une citation extraite du chapitre sur Foucault : « On retient la prison, nous autres, parce qu'on aime bien que les philosophes barattent un peu l'eau trouble des latrines de nos démocraties... Le meilleur moyen de savoir la qualité d'un bistro, c'est d'aller voir la tenue de ses chiottes avant de réserver une table. Eh ben, les concepts foucauldien de microphysique et de biopouvoir sont les ventouses à chiottes de la démocratie. » Jean



# l'1consolable

## rappeur, traceur et chômeur décomplexé

*L'1consolable est un drôle de bonhomme, que vous pouvez entendre chaque lundi matin sur Radio Libertaire dans l'émission Les enfants de Cayenne pour un rap hebdomadaire. A l'occasion d'une période de chômage, il décide de ne plus mettre les pieds dans un emploi salarié, de fonctionner avec le seul RSA et de se consacrer au rap et au parkour. L'1consolable n'est pas triste mais « refuse de se consoler de ce dont il n'y a pas matière à se consoler. »*

### Comment ça t'es venu cette décision de désertier le travail : tu n'aimais vraiment pas ça ?

Je ne me suis jamais vraiment réjoui à l'idée d'être prisonnier ou pris en otage de quelque manière que ce soit : par l'école, l'entreprise, l'armée, l'hôpital psychiatrique ou l'administration carcérale. À des degrés différents, et selon des modalités qui diffèrent elles aussi, tout cela procède selon moi d'une même logique : le formatage de l'individu pour le faire correspondre à une norme socialement définie. Dans ce cadre-là, on lui imposera d'exercer des activités qu'il n'a pas choisies, dans des lieux qu'il n'a pas choisis, et sous le commandement de chefs (maîtres ou patrons) qu'il n'a ni désiré ni désigné, et on le punira sans la moindre hésitation par l'enfermement (hôpital psychiatrique ou prison) si le formatage échoue, et que l'individu est "déviant". Évidemment, ce n'est pas là le résultat d'un complot, mais d'une politique sociale globale, qui donc peut être changée. Toujours est-il que c'est celle-ci que j'ai toujours connue jusqu'aujourd'hui, et qu'elle ne me satisfait d'aucune façon : d'abord, je n'ai jamais aimé qu'on m'impose des activités que je n'ai pas choisies, ensuite je n'ai jamais supporté l'obligation qui nous est faite de nous "intégrer" à des groupes sociaux et de fréquenter une armée de cons que je ne peux pas blairer, et enfin je n'ai jamais pu obéir à des ordres dans la mesure où je vois mal ce qui les justifie. Bref, l'activité imposée, le groupe subi, et l'obéissance requise, ça n'a jamais été mon truc ! Depuis tout petit, je disais à mes parents que je ne voulais pas faire le service militaire, précisément pour toutes ces raisons — sans même parler d'une objection éthique. Ainsi, on imagine aisément, si je refuse 1 an de service militaire, que je refuse d'autant plus 40 ans de "service du travail obligatoire" (on aura beau dire ce qu'on veut, les nazis ont tout de même le mérite d'avoir appelé les choses par leurs nom !). Malgré toutes ces prédispositions à ne pas aller au turbin, le conditionnement socio-culturel étant ce qu'il est, j'ai tout de même été bosser durant pratiquement 7 années, alternant petits boulots alimentaires et périodes de chômage, de 18 ans à 24 ans et demi. J'avais été déçu par un passage à l'université

de Saint-Denis, où l'enseignement de la philosophie ne correspondait pas à mes attentes (les professeurs y semblaient plus soucieux de faire la promotion de leurs ouvrages que d'enseigner la philosophie), et n'ayant qu'un bac littéraire en poche et étant trop jeune pour pouvoir bénéficier du RSA, je n'ai pas su voir à l'époque d'autre alternative que d'aller travailler — même si je n'en avais aucune envie. Du coup, j'ai fait un peu de tout, c'est-à-dire pas grand chose : vente, manutention, accueil en office de tourisme, enquête par téléphone, enquête en sortie de caisses à Carrefour, saisie informatique, collage de sticks "sécurité" sur les bagages à l'aéroport, livraisons, travail à la chaîne en usine, etc. C'est l'usure qui m'a peu à peu conduit vers la porte de sortie. Lorsque je travaillais à la chaîne dans les usines de la région de Limoges, les patrons s'affranchissaient de tout code du travail et droits des travailleurs : on pouvait faire jusqu'à 9 heures de vacation sans autre pause que la pause-déjeuner (en tout et pour tout 20 minutes, souvent amputées de 5 minutes), avec l'impossibilité d'aller uriner durant le reste de la journée, l'interdiction d'aller se soigner lorsqu'on se brûlait avec de la colle, les heures de nuit payées en heures normales, l'obligation d'effectuer 1 heure supplémentaire non-rémunérée chaque jour pour "prouver son investissement dans l'entreprise", l'obligation de dire "Bonjour Monsieur" au patron lorsqu'il venait à l'occasion parcourir les ateliers de l'usine, et de ne pas s'étonner de n'avoir en guise de réponse de sa part qu'un regard méprisant (c'est le patron, après tout!), sans compter le fait de se faire insulter régulièrement par ce dernier lorsqu'il estimait qu'on lui avait "fait perdre de l'argent" et qu'on était des "sous-merdes", etc. Comme je réclamais auprès de ma chef de service d'être payé pour les heures supplémentaires que j'avais effectuées, ainsi que d'être payé au tarif "heure de nuit" pour les heures effectuées la nuit, celle-ci m'expliqua que l'entreprise





ne payait pas les heures supplémentaires, et n'appliquait pas la tarification "heure de nuit", et s'empresse aussitôt d'avertir Manpower (l'agence d'intérim qui m'employait alors) de mes revendications pour le moins surprenantes ! Manpower m'appela le lendemain pour me dire que si je n'étais pas "motivé pour travailler", je n'avais qu'à le dire et qu'ils cesseraient de me solliciter. Comme je continuais à réclamer mon dû, Manpower a cessé de me proposer des vacances, et j'ai du aller postuler dans d'autres agences d'intérim. Au final, je me suis retrouvé à bosser dans une usine de fabrication de véhicules agricoles, et le second jour de travail je me suis écrasé le majeur droit sous une presse mécanique. Je suis alors allé voir mon chef d'atelier pour lui dire, lequel m'a répondu: "Je t'avais dit de faire attention !". Lorsque j'ai vu un médecin, il m'a fait remplir une déclaration d'accident du travail, et m'a arrêté. Comme j'étais dans la merde financièrement, je prévoyais tout de même de retourner bosser le lendemain.

**Mon choix relevait avant tout de la survie. C'était un mécanisme de défense face à l'agression physique et morale que je subissais quotidiennement au travail.**

**Tu considères que ta position est une position politique ?** Mon choix relevait avant tout de la survie. C'était un mécanisme de défense face à l'agression physique et morale que je subissais quotidiennement au travail. Mais c'est aussi, bien-sûr, un choix politique, celui de retrouver une cohérence entre mes idées et mon mode de vie : étant farouchement anticapitaliste, on comprend vite le paradoxe que pouvait représenter le fait d'aller fabriquer des présentoirs en carton pour aider L'Oréal, par exemple, à vendre ses shampoings. Remettre le sens au centre de ses activités, et rechercher constamment l'adéquation entre notre façon de penser les choses et de les faire, c'est, à mon sens, politique — en tous cas, bien plus qu'un bulletin dans une urne. Parce que je ne prête plus ma force de travail à un patronat directement responsable de la déliquescence d'une

société où l'injustice sociale que vit la majorité n'a aucune sorte d'importance tant qu'une minorité, infime mais puissante, peut continuer à s'enrichir toujours davantage ; parce que je refuse désormais de monnayer mon temps, dénuée si précieuse et si rare, contre une maigre compensation en argent, au service des mêmes ; parce qu'ayant repris possession de mon temps, je l'emploie principalement à écrire des chansons dont je considère le contenu comme politique bien que n'étant pas militant ; parce qu'en décidant d'arrêter définitivement de travailler, j'ai également décidé de réexaminer mes besoins et de faire le tri entre ce qui m'était de fait indispensable et ce que les publicitaires ont pour tâche de me faire croire que c'est indispensable ; pour toutes ces raisons, je considère que ma position est politique.

**Le rap ce n'est pas du travail ? Tu fais une différence entre travail et activité ?**

Selon moi, le rap, comme le travail, sont des activités. L'activité est une catégorie générique dont le travail est un sous-groupe. C'est un certain type d'activité. Je ne connais pas deux personnes définissant le travail de la même manière, ce que je vais dire là ne relève donc que de ma propre interprétation.

Pour moi, le travail est, comme son étymologie *tripalium* (du latin : instrument de torture à trois pieux) l'indique, une source de souffrance, une activité subie et non choisie (ou choisie par défaut, ce qui revient au même), et dont les propriétés sont d'aliéner le sujet plutôt que de l'émanciper. Il n'existe, selon moi, que deux formes de travail : l'esclavage et le salariat. Pour prendre un exemple contemporain, le travail que font les femmes au foyer relève bien souvent de l'esclavage : il n'est ni consenti, ni rétribué, ni valorisé. Le salariat constitue une forme de travail un peu différente : l'immense majorité des salariés choisissent leur emploi par défaut, pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Le travail qu'ils font sera l'objet d'une rétribution salariale, et sera même, dans certains cas, valorisé. Sans même parler des conditions désastreuses dans lesquelles le travail se fait, conditions qui continuent d'être dégradées jour après jour par le patronat et l'État en vue d'une rentabilité toujours plus grande, la souffrance vient ici principalement de l'écart entre les aspirations originelles de l'individu et la réalité quotidienne à laquelle il fait face. Dépourvu de réel sens à ses propres yeux, son travail lui apparaît comme une corvée dont hélas il lui faut s'acquitter pour survivre, et où il perd son temps, son énergie et sa santé. L'unique sentiment qu'il retire de ce travail est de "perdre sa vie à la gagner".

Le rap est certes une activité, qui demande de l'énergie et du temps, et qui, dans de rares cas, conduit à une rétribution financière, mais c'est une activité que j'ai librement choisie, qui ne me vaut que du plaisir et de la joie, à travers laquelle je m'épanouis (en tant qu'individu), et qui en plus me donne le sentiment d'être utile (en tant que membre d'un groupe, d'une société). Dans le cas du rap, le sens est donc au cœur de l'activité. Si je fais du rap, c'est avant tout parce que j'aime ça, et que ça me donne du plaisir. C'est ce que j'appelle une activité choisie, par opposition au travail qui est toujours une activité subie ou choisie à défaut d'autre chose.

**Que réponds-tu aux personnes qui disent que tu vis des cotisations de leur propre travail ?**

J'ai décidé de désertir définitivement le marché de l'emploi à 24 ans et demi. J'ai alors touché le chômage (la fameuse allocation d'"Aide au Retour à l'Emploi" (ARE), même si, évidemment, je ne comptais nullement retourner à l'emploi, de quelque manière que ce soit !) pendant 6 mois, jusqu'à mes 25 ans. Le jour même de mon anniversaire, je suis allé m'inscrire à la CAF pour percevoir le RMI (devenu depuis RSA).

J'ai donc deux réponses à leur faire : celle au sujet du chômage, et celle au sujet du RSA (ex-RMI).

Pour ce qui est du chômage, il est versé par la caisse de l'UNEDIC, laquelle est alimentée par les cotisations versées par les travailleurs (moi y compris) et est proportionnel à la durée travaillée sur une période donnée. Bref, je n'ai perçu que ce pour quoi j'avais moi-même cotisé 7 ans durant. Les autres travailleurs n'ont donc pas plus cotisé pour moi que je n'ai moi cotisé pour eux.

Pour ce qui est du RSA, il est versé par l'État par le biais du Conseil Général. Or, plus de 50% du budget de l'État provient de la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée), laquelle consiste en un impôt indirect sur la consommation. Autrement dit, à chaque fois que j'achète quelque chose, un bien ou un service, je paye la TVA, et contribue donc à alimenter le budget de l'État, duquel le montant de mon RSA mensuel est prélevé. Je cotise donc moi aussi pour le versement de mon allocation.

Et j'ajouterais que, percevant en tout et pour tout 578 euros par mois (en comptant le RSA et l'APL), je n'ai, comme tous ceux qui sont dans mon cas, pas beaucoup d'autres choix que de dépenser, chaque mois, jusqu'au dernier centime qui m'est versé. C'est ainsi que, proportionnellement au montant des revenus que je perçois, je consomme bien davantage que grand nombre de travailleurs, sans parler des patrons, et donc participe davantage qu'eux au versement de mes allocations — et de celles des autres-.

Certains me répondront probablement qu'ils n'ont que faire du rapport entre l'argent perçu et l'argent dépensé, que si je ne perçois pas davantage c'est parce que je le veux bien, et que donc ils n'ont pas, eux, à en faire les frais. Ils objecteront qu'ils payent davantage de TVA puisqu'ils gagnent et dépensent davantage, peu importe le ratio entre revenu et consommation. Mais à ceux-là, je répondrai qu'un système de solidarité exige que ceux qui perçoivent davantage cotisent également davantage, afin que les plus démunis puissent en bénéficier dans le cadre d'une redistribution. Peut-être un jour ces travailleurs perdront-ils leur emploi pour x raison. Ils seront alors bien contents de pouvoir eux aussi compter sur ce genre de dispositif en attendant de retrouver du travail. Qu'ils y pensent donc dès aujourd'hui, avant de me faire la morale !

Et je terminerai en leur disant que les apparences parfois sont trompeuses et que les parasites ne sont pas toujours ceux qu'on croit. Car lorsque je travaillais à l'usine, que faisais-je ? Je fabriquais des présentoirs en carton pour aider de grandes multinationales à vendre leurs produits. Et lorsque j'étais vendeur à Camaïeu ? J'aidais de grandes multinationales à vendre leurs produits. Et lorsque je faisais des enquêtes en sortie de caisse





dans les grandes surfaces ? J'aidais de grandes multinationales à mieux nous tromper — pour nous vendre leurs produits. Lorsque j'occupais tous ces postes, je mettais à disposition du capitalisme mon temps, mon énergie, et ma force de travail, pour aider les multinationales à mieux nous asservir en nous aliénant à des produits de consommation, et ainsi continuer à bâtir leur richesse sur la misère du plus grand nombre. Est-ce cela que d'être honnête ? Est-ce cela que d'être droit ? Est-ce de là qu'on tire honneur et dignité ? J'en doute. Non seulement crois-je avoir été beaucoup moins utile au plus grand nombre lorsque j'étais au boulot qu'en faisant des chansons de rap, mais je crois même lui avoir été nuisible, et n'avoir été utile qu'aux quelques parasites qui vivent sur son dos, à savoir les actionnaires et les grands patrons.

### **Payé à rien foutre, ou pour foutre la merde, ça te dirait pas de le faire dans une entreprise ?**

J'avoue y avoir parfois pensé comme étant la seule condition possible d'un éventuel retour à l'emploi. Maintenant que je n'en ai plus rien à foutre de l'emploi — et de le conserver —, je pourrais saboter le travail des autres, cacher des objets, supprimer

des fichiers, voler des choses, en casser d'autres, et puis je pourrais envoyer se faire foutre le premier qui se risquerait à me faire quelque remarque. Bref, je pourrais bien m'amuser.

Hélas, mon temps est trop précieux. Je n'ai jamais été aussi "actif" que depuis que je fais plus partie de la "population active", et je n'ai jamais été autant occupé que depuis que je travaille plus. Le temps libéré par la désertion du travail ouvre d'infinis possibles. Impossible donc de retourner en arrière, d'autant que la plaisanterie me coûterait cher en matière de temps, entre CV, lettres de motivation, entretiens, et tout la *parade laborieuse* qu'il nous faut faire pour plaire aux patrons !

Et puis, même si c'est pour foutre la merde, allez dire à un ancien prisonnier de se faire réincarcérer, vous verrez ce qu'il vous dira !

### **Est-ce que ton choix t'a permis d'avancer « artistiquement » parlant ?**

Mon choix m'a surtout permis de *reprendre* artistiquement ! Parce que lorsqu'on fait les trois huit à l'usine, on n'a plus grande énergie ni grand temps à consacrer au rap ! Exténué, épuisé tant physiquement que moralement, je ne faisais plus grand chose les dernières années où je bossais, alors que j'avais commencé à bosser en me disant que ça me permettrait d'avoir de quoi bouffer tout en faisant de la musique. J'avais tout faux. Le travail m'épuisait, me vidait de tout désir. Lorsque j'ai cessé de travailler, je me suis immédiatement mis à écrire et à composer, j'y ai consacré mes journées entières des années durant, jusqu'à ce que je découvre le parkour, et que je mette à partager mon temps entre parkour et musique, ce qui est toujours le cas aujourd'hui.

L'intérêt que ce choix a eu, d'un point de vue artistique, c'est que j'ai aussi pu prendre du recul sur ce que j'avais pu vivre au travail, et ainsi m'en servir pour écrire des chansons — des chansons contre le travail. J'en ai écrit douze sur ce même thème, et les ai publiées en 2011 dans le cadre d'un album musical conceptuel : "L' inconsolable est payé à rien foutre". En s'éloignant dans le temps, le travail n'était plus pour moi qu'un mauvais souvenir, et, surtout, une intarissable source d'inspiration. Mais, entendons-nous bien : il ne l'est devenu que parce que je l'ai quitté ! Le travail, lorsqu'on travaille, n'est que misère intellectuelle, physique, artistique, et

relationnelle. Le travail n'est que souffrance, et on ne tire rien de la souffrance tant qu'on souffre.

### **Tu n'es pas trop ennuyé par le pôle emploi ?**

Je l'ai été, je ne le suis plus.

Je me rappelle notamment une conversation avec un conseiller du Pôle Emploi, plusieurs années en arrière, alors que je n'avais pas encore pris cette décision. J'habitais alors à la campagne et j'avais fait 20 kilomètres en voiture pour me rendre au rendez-vous. Il était 9 heures précises. Et, parce que je ne trouvais pas d'emploi, ce type me grondait comme on gronde un enfant qui a fait une bêtise. Il ponctuait toutes ses phrases par "d'accord, Monsieur (mon nom) !". Alors que je lui disais que ce que j'aimais faire c'était de la musique et que j'aimerais trouver une formation dans ce domaine ou dans des domaines techniques proches comme ingénieur du son, il me répondait qu'il ne me demandait pas ce que je voulais faire comme "hobby" mais comme travail, que la musique c'était un hobby, un loisir, que ça il n'en avait rien à foutre, qu'il fallait "que je me réveille un peu", "que je redescende de mon petit nuage", que je n'étais pas là pour me tourner les pouces mais pour bosser, et que si je n'avais pas trouvé un emploi comme magasinier à Intermarché ou dans n'importe quel autre magasin de la ville d'ici la fin de la semaine il veillerait à me faire suspendre le versement de l'ARE. Le pire c'est que j'avais besoin de cet argent, et que par conséquent le chantage a fonctionné quelques instants. Au lieu de lui dire d'aller se faire foutre, je suis parti sans rien dire, la tête basse, me sentant coupable, et presque déjà puni, comme si aspirer à mieux qu'à mettre des produits en rayon à Intermarché était une bêtise, une grave erreur dont je devais avoir honte. J'avais en l'occurrence plus peur que honte, peur de perdre le peu d'argent grâce auquel je mangeais. Je n'oublierai jamais cette conversation car même si ce fut la plus violente, elle était symptomatique de la manière dont la plupart des employés du Pôle Emploi nous perçoit et nous traite : comme des demeurés ou des fainéants qu'il faut occuper à tout prix et avec n'importe quoi.

Heureusement, avec le temps, je me suis endurci face aux multiples contrôles, en développant des stratégies discursives afin de montrer à mon interlocuteur d'une part que je ne m'ennuie pas, que je suis très occupé et que je n'ai pas besoin qu'on me trouve de l'occupation, d'autre part qu'il est de toutes façons hors de question de reprendre des

boulots "alimentaires" parce que j'ai mieux à faire — et que je *fais* —, en adoptant une certaine attitude vis-à-vis d'eux, respectueuse, mais ferme, et en leur donnant des preuves de mes multiples activités. Ainsi, mon interlocuteur se rend compte que je ne fais pas rien, que je ne suis pas malheureux, rongé par l'ennui et le désespoir, et que je n'ai donc besoin de rien. Il me faut toutefois préciser que ces interlocuteurs sont désormais — et depuis longtemps maintenant — des travailleurs sociaux uniquement, avec lesquels je signe mes contrats d'insertion notamment. Cela fait, en effet, fort longtemps que j'ai renoncé à me réinscrire à Pôle Emploi. Plus précisément, j'y ai renoncé depuis que je sais que l'obligation d'y être inscrit pour les bénéficiaires du RSA n'est que théorique, et que de fait ils ne cesseront pas le versement de mes allocations si je fais tout le reste de ce qui m'est demandé en temps et en heure (déclarations trimestrielles, convocations, etc). Pôle Emploi, c'est trop de contraintes et de temps perdu, et moi je n'ai pas de temps à perdre.

### **Tu ne regrettes rien ?**

Non, rien de rien ; non, je ne regrette rien !

Mais plus sérieusement, que pourrais-je regretter ? En faisant le choix de ne plus travailler, je n'ai rien perdu. Rien d'autre que le travail lui-même, c'est-à-dire la souffrance et l'aliénation. Même l'argent, je l'ai gardé. Je gagnais le SMIC à l'usine, je touche le RSA à présent. Il y a bien quelques centaines d'euros d'écart. Oui, mais alors je payais des impôts, aujourd'hui je n'en paie plus du tout ; je payais les transports, notamment l'essence pour aller travailler, aujourd'hui je n'ai plus besoin de voiture, et je bénéficie par ailleurs de la gratuité totale des transports dans toute l'île de France (bus, tramway, métro, RER, et trains SNCF) ; je ne touchais pas d'APL, aujourd'hui j'ai 209 euros d'APL ; je perçois également une seconde aide pour le paiement du loyer par la Ville de Paris à hauteur de 30 euros ; je bénéficie d'une tarification "solidarité" pour l'électricité, qui me fait économiser plus de 250 euros par an ; je bénéficie de la gratuité pour tous les musées, et de tarifs préférentiels dans de nombreux théâtres, cinémas, et salles de concerts ; j'ai le droit à des abonnements gratuits à certains journaux et magazines ; je peux recourir à des aides exceptionnelles à hauteur de 152 euros plusieurs fois par an auprès des services sociaux ; je peux bénéficier de chèques alimentation pour faire mes courses. Alors certes je reçois moins d'argent qu'auparavant, mais je dépense aussi infiniment moins. L'un dans l'autre, je pense ne pas être moins à l'aise à présent. Peut-être est-ce aussi parce qu'en décidant de cesser de travailler, j'ai réexaminé mes habitudes de consommation et revu mes besoins à la baisse, en me posant des questions telles que "Ai-je vraiment besoin d'une voiture maintenant que je ne travaille plus ?", "L'achat d'un écran plat est-il vraiment indispensable ?", et ainsi de suite avec smartphones et toute autre invention du capitalisme pour nous aliéner aux objets inutiles qu'il produit. Je me suis ainsi débarrassé de pas mal de choses dont j'avais cru jadis avoir grand besoin.

Et puis la frustration que me servait à compenser le fait d'acheter des biens de consommation, je m'en suis également débarrassé puisque j'occupe désormais la totalité de mon temps à faire ce que j'aime ; Je n'ai donc plus de frustration à compenser, et conséquemment bien moins de choses à acheter.

Et si je n'ai rien perdu au change, j'ai en revanche beaucoup gagné : du temps, du plaisir, du sens, une meilleure santé, des relations sociales plus nombreuses et plus riches, bref j'ai gagné beaucoup de joie.





Et je dois dire que pour rien au monde — j'ai bien dit "pour rien au monde" —, je ne retournerai au boulot. Le gain est bien trop grand pour le remettre en jeu !

#### Ton actualité artistique ?

Côté musique : je termine ces jours-ci le mixage d'un projet un peu particulier dans lequel j'ai mis en musique et rappé 16 poèmes de l'un de mes poètes favoris, à savoir mon père. Le projet s'intitule "Au néant les barrières" et devrait sortir en édition numérique d'ici octobre 2013 au plus tard.

Un autre projet, un deux titres numérique conçu avec un beatmaker finlandais du nom de Northbound, actuellement en cours de mastering, devrait voir le jour à la même période, et s'intitulera "Viol en état de légitime défense".

Je travaille également sur un EP avec Malvo, un rappeur américain basé à Springfield (Massachusetts) qui, j'espère, sortira en 2014.

Et enfin, j'attaque la phase d'enregistrement des 12 morceaux de mon prochain album solo, intitulé "L'Inconsolable est payé à leur dire d'aller se faire foutre", et qui viendra donc clôturer la trilogie "L'Inconsolable est payé" qui avait débuté avec "L'Inconsolable est payé à rien foutre" et "L'Inconsolable est payé à foutre la merde".

Parallèlement à ça, je compose très

régulièrement des Bandes Originales (généralement, des morceaux instrumentaux) pour mes propres court-métrages de parkour.

Toute la musique (albums de rap, morceaux inédits, B.O. de films) est en écoute et téléchargeable à cette adresse :

<http://l1consolable.bandcamp.com>

Pour ce qui est du rap, on peut aussi trouver d'autres contenus sur mon site :

<http://www.l1consolable.com>

Ainsi qu'à cette adresse :

<https://soundcloud.com/l1consolable>

*Côté parkour* : j'ai tourné avec un ami à la mi-juillet le 5ème volet de la série "Parkour, literally" (série de court-métrages dans laquelle je tente de donner à voir le parkour comme moyen de locomotion effectif dans différents espaces) qui devrait paraître d'ici à fin septembre.

Je travaille également sur le montage du dernier volet de la série "Origins of parkour" (série de court-métrages mettant en perspective les techniques de déplacement utilisées par les traceurs avec celles utilisées par les animaux non-humains).

Je prépare, parallèlement à ça, d'autres court-métrages, mais je n'en dis pas plus pour le moment. Tous les films seront en ligne à cette adresse :

<http://www.youtube.com/l1consolable>

Propos recueillis par **Karine**  
Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste

## Face O Faces B

Édition numérique

EP

12 titres

2012



## Incisif

Édition numérique

EP

9 titres

2012



## L'Inconsolable est payé

2 CD

LP

24 titres

2011





# Les 108 groupes et liaisons de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Au 28 août 2013.  
Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA :  
FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris  
relations-interieures@federation-anarchiste.org

**01 AIN**  
Liaison de Bourg-en-Bresse  
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

Liaison de Nantua  
nantua@federation-anarchiste.org

**02 AISNE**  
Groupe Kropotkine  
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale  
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX  
Permanence les 1er 3eme 5eme jeudi du mois de 18h à 21h  
Tél : 03 23 80 17 09  
kropotkine02@no-log.org  
http://kropotkine.cybertaria.org/

**03 ALLIER**  
Groupe de Montluçon  
allier@federation-anarchiste.org

**05 HAUTES-ALPES**  
Groupe GEL-05  
BP 111 05003 Gap Cedex  
gel-05@wanadoo.fr

**06 ALPES-MARITIMES**  
Liaison de Nice  
nice@federation-anarchiste.org

**07 ARDECHE**  
Groupe d'Aubenas  
FA-groupe-daubenais@wanadoo.fr

Groupe de la Haute-Vallée de l'Ardèche  
hautevalleedelardèche@federation-anarchiste.org

liaison Nord-Ardèche  
nord-ardecche@federation-anarchiste.org

**12 AVEYRON**  
Liaison Sud-Aveyron  
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

**13 BOUCHES-DU-RHONE**  
Groupe Germinal - Marseille  
germinal@federation-anarchiste.org

Liaison La Ciotat  
germinal@federation-anarchiste.org

Groupe George Orwell – Martigues  
george-orwell-martigues@federation-anarchiste.org  
http://groupemartiguesfederationanarchiste.noblogs.org

**14 CALVADOS**  
Groupe Sanguin - Caen  
groupesanguinfa14@laposte.net  
http://sous-la-cendre.info/  
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

**15 CANTAL**  
Groupe Marguerite Agutte  
cantal@federation-anarchiste.org

## GRILLE DES PROGRAMMES

### LUNDI

**09h00 - Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans  
**11h00 - Lundi matin** : infos et revue de presse  
**13h00 - En alternance**  
➔ Je suis une ville : actualités urbaines  
➔ Pause musicale :  
**14h30 - En alternance**  
➔ Ondes de choc : magazine culturel, poésie, chanson et littérature  
➔ Pause musicale :  
**16h00 - Trous noirs** : l'utres sociales  
**18h00 - En alternance**  
➔ Les mangeux d'ère : éco-libertaire - 1<sup>er</sup> lundi  
➔ Focus : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un live musical - 2<sup>ème</sup> lundi  
**La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé - 3<sup>ème</sup> lundi  
**Sciences en liberté** : 1 h 30 pour démenager la biologie - 4<sup>ème</sup> lundi  
**19h30 - En alternance**  
➔ Le monde merveilleux du travail : des syndicats de la CNT  
➔ Chroniques d'ailleurs : relations internationales de la FA - 2<sup>ème</sup> lundi de chaque mois  
**21h00 - Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson  
**22h30 - De la pente du caméléon** : la vie est magnétique : comme son nom l'indique

### MARDI

**08h00 - Et toi, tu la sens la cinquième puissance** : Contre propagande état des lieux, et...  
**10h00 - Court-Circuit** : scènes philosophiques  
**11h00 - Attracalle** : débat de la condition de l'artiste dans la cité  
**12h30 - Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales  
**14h30 - Pause musicale** :  
**16h00 - Pause musicale** :  
**17h00 - Des oreilles avec des trous (dedans)** : des fustiques molles pour tous les trous  
**18h00 - En alternance**  
➔ Idéaux et débats : émission littéraire  
➔ Pas de quartiers... : ça se passe près de chez vous  
**19h30 - Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle  
**20h30 - En alternance**  
➔ Émission de la CNT  
➔ Lumière noire : portraits d'anarchistes - 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> mardis  
**22h30 - Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actualité et le CSFB tous les derniers mardis du mois  
**00h30 - Les rendez vous soniques** : le magazine libertaire du rock, rendez vous live

### MERCREDI

**08h00 - La Liberté** : infos militantes et gros sons  
**09h30 - L'entonoir** : anaptychisme  
**10h30 - Blues en liberté** : émission musicale blues  
**12h00 - Pause musicale** :  
**14h00 - Pause musicale** :  
**16h00 - Léo 38** : à l'heure du goût, reggae et autres  
**17h00 - En alternance**  
➔ Jus d'ailleurs : reportage sonore et militant - 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> mercredis  
➔ Pause musicale :  
**18h30 - Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent  
**20h30 - Ras les muns** : actualité des luttes des prisonniers  
**22h30 - Trafic** : musiques urbaines et livres propos

### JEUDI

**09h00 - Niarg** : l'émission qui mord et qui rit  
**10h00 - Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité  
**12h00 - De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson  
**14h00 - Radio cartable** : la radio des enfants des écoles  
**15h00 - Bibliomane** : autour des livres  
**16h30 - En alternance**  
➔ Radio Lap : émission du Lycée autogéré de Paris - 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> jeudis  
➔ Radio Goliard(s) : histoire populaire par tous et pour tous - 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> jeudis  
**18h00 - Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifique de France  
**19h30 - En alternance**  
➔ Cosmos : - 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> jeudis  
➔ Jeudis noirs : - 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> jeudis  
➔ Asiatasunak ! : actualité politique au pays basque - 3<sup>ème</sup> jeudi  
**20h30 - Entre chiens et loups** : expressions artistiques et libertaires  
**22h00 - Espionia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

### VENDEDI

**08h00 - For a few sixties more** : musique populaire des années 60  
**10h00 - Zones d'attraction** : philosophie witz et performance  
**13h00 - Place au fous** : musiques, disciplines de l'indisciplin  
**14h30 - Les oreilles libres** : musiques engagées  
**16h00 - En alternance**  
➔ Sortir du colonialisme : décolonisation - 1<sup>ère</sup>, 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> vendredis  
➔ Pause musicale :  
**17h30 - Radio espéranto** : émission de l'association Sat Anikero  
**19h00 - L'invité du vendredi** : Des droits et des hommes : la LDI - 1<sup>er</sup> et 5<sup>ème</sup> vendredis  
➔ Raison présente : l'union rationnelle de France - 2<sup>ème</sup> vendredi  
➔ L'antenne du social : autour des acteurs du social - 3<sup>ème</sup> vendredi  
➔ Trait d'union : le mouvement des idées - 4<sup>ème</sup> vendredi  
**21h00 - En alternance**  
➔ Offensive... libertaire et sociale  
➔ Les amis d'Orwell : émission contre les techniques de surveillance  
**22h30 - Transbords** : qui fait bouger la ligne  
**00h00 - Les nuits musicales**  
➔ Sure shots : 1<sup>er</sup> et 5<sup>ème</sup> vendredi  
➔ Nuit Léo : 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> vendredi  
➔ SoundRadioExpérience : 3<sup>ème</sup> vendredi

### SAMEDI

**08h00 - Réveil hip-hop** : hip-hop au sud du lit ou dans le lit  
**10h00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique point  
**11h30 - Chronique syndicale** : lures et actualités sociales  
**13h30 - Chroniques rebelles** : débats dossiers et rencontres  
**15h30 - Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante  
**17h00 - En alternance**  
➔ Bulles noires : BD et polar  
➔ Bulle de rêve : cinéma d'animation  
**19h00 - En alternance**  
➔ Tribuna latino america : actualité de l'amérique latine  
➔ Contrebande : cinéma  
➔ Longtemps je me suis couché de bonne heure : magazine des livres, de la musique et du cinéma  
**21h00 - Les nuits libertaires**  
➔ Orléans Antissa, les jardins d'Orphée : chronique artistique et contemporaine  
➔ Tormentor : musiques alternatives  
**23h00 - En alternance**  
➔ Nuit off : topologies sonores, rocks et chronique  
➔ Hôtel paradox : pratique de la poésie sonore et de la performance

### DIMANCHE

**08h00 - Golosi Troude** : la voix du travail : émission franco-russe  
**10h00 - En alternance**  
➔ Ni dieu Ni maître queux : le drapeau noir flotte sur la marmite - 2<sup>ème</sup> dimanche  
➔ Un peu d'air frais : écologie au quotidien  
**12h00 - Folk à l'ier** : le magazine des musiques traditionnelles  
**14h00 - En alternance**  
➔ Pause musicale : ➔ Tempête sur les planches : actualité du théâtre et de la danse - 2<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> dimanches  
➔ Naséma : informations sociales et politiques sur le sida - 1<sup>ère</sup> dimanche  
**15h30 - En alternance**  
➔ Chants, contrechants : cinéma d'acteurs(s) et chansons à texte(s) - 1<sup>er</sup> dimanche  
➔ Wide side : relecture et découverte du rock par des ados - 2<sup>ème</sup> dimanche  
➔ Des mots, une voix : des mots, des auteurs - 3<sup>ème</sup> dimanche  
➔ La plume noire : nos nouvelles éditoriales anarchistes - 4<sup>ème</sup> dimanche  
**17h00 - Le mélange** : musique et actualité du spectacle  
**18h30 - En alternance**  
➔ Ethos et témoins d'Irlande : émission de l'association irlandaise  
➔ Il y a de la fumée dans le poste : émission du CRC  
**20h30 - En alternance**  
➔ Les désaxés : ciné en zone libre - 1<sup>er</sup> dimanche  
➔ Dérivure l'ennui : anarcho punk et diy (do it yourself)  
➔ Pause musicale : - 3<sup>ème</sup> dimanche  
**22h30 - En alternance**  
➔ Rude's back in town : les rudes boys et les rudes girls de retour en ville  
➔ Seppuku : musique électronique

Permanence du secrétariat le mardi à partir de 19h  
au siège social 145 rue Amelot 75011 Paris

Tél. studio : 01 43 71 89 40  
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

**Radio** LA RADIO DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE  
**LIBERTAIRE** 89,4 MHz

http://ri.federation-anarchiste.org/  
Tél studio 01 43 71 89 40  
Siège social  
Publico  
145 rue Amelot  
75011 Paris  
Permanence  
le mardi à partir de 19 h



## 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres  
c/o ADIL BP 3 17350 Port d'Envaux  
nous-autres@federation-anarchiste.org

## 19 CORREZE

Liaison Jose Fortuny

## 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle  
Maison des associations  
Groupe la Mistoufle  
c/o les Voix sans maître BP 8  
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON  
Réunion et permanence du groupe et de la bibliothèque La Sociale tous les jeudis de 18h à 20h au 6 impasse Quentin (proche du marché à Dijon)  
lamistoufle@federation-anarchiste.org  
lasociale@riseup.net  
http://grouplamistoufle.blogspot.info

## 22 COTES-D'ARMOR

Groupe Jean Souvenance  
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux  
souvenance@no-log.org

## 23 CREUSE

Liaison Arthur Lehning  
alaln.dropsy@yahoo.fr  
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison GranitE 23  
granite23@federation-anarchiste.org  
http://liaisongranit eklablog.com/

## 24 DORDOGNE

Groupe Drapeau Noir Périgord  
c/o ADCS 24 Le Peuch  
24290 St-Amand de Coly  
groupe-dnp@federation-anarchiste.org  
http://dnp.lautre.net

Groupe Emma Goldman - Périgueux  
emma.goldman@no-log.org

## 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon  
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex  
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

Librairie L'Autodidacte  
5 rue Marulaz 25 000 Besançon  
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs  
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

## 26 DROME

Groupe La Rue Rôle ( St Marcellin-Royans )  
laruerale@no-log.org  
http://vercors-libertaire.blogspot.com/  
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

## 27 EURE

Groupe d'Evreux  
evreux.fa@gmail.com  
http://FAGroupedEvreux.monsite-orange.fr

## 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres  
fa.chartres@gmail.com

## 29 FINISTERE

Groupe de Brest  
brest@federation-anarchiste.org

Liaison Les Montagnes Noires  
les-montagnes-noires@federation-anarchiste.org

## 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse  
fa.30.84@gmail.com  
http://www.fa-30-84.org

Liaison d'Alès  
ales@federation-anarchiste.org

## 32 GERS

Liaison Henri Bouyé  
henri-bouye@federation-anarchiste.org

Liaison Henry Martin  
henry-martin@federation-anarchiste.org

## 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué  
c/o Athénée libertaire  
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux  
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org  
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

Liaison Paul Lapeyre  
paul.lapeyre@yahoo.fr

## 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault  
montpellier@federation-anarchiste.org  
http://famontpellier34.blogspot.fr

## 35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale  
Local « la Commune »  
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes  
contact@farennnes.org  
http://www.farennnes.org

Librairie associative " La Commune "  
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes  
ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

Groupe La Digne Rage  
http://anartoka.com/la-digne-rage/portal.php  
ladignerage@riseup.net

Liaison Géronimo - Redon  
geronimo@federation-anarchiste.org

## 38 ISERE

Groupe FA Vercors (Lans en Vercors)  
fa.vercors@no-log.org  
http://vercors-libertaire.blogspot.com/

Groupe La Rue Rôle ( St Marcellin-Royans )  
laruerale@no-log.org  
http://vercors-libertaire.blogspot.com/  
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

## 39 JURA

Liaison Jura  
jura@federation-anarchiste.org

## 40 LANDES

Liaison Elisée Reclus - Dax  
elisee-reclus@federation-anarchiste.org  
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

Liaison Euskal Herria - Bayonne  
euskal-herria@federation-anarchiste.org

## 42 LOIRE

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise  
Bourse du Travail  
Salle 15 bis Cours Victor Hugo  
42028 Saint Etienne cédex 1  
groupe.makhno42@gmail.com

## 43 HAUTE-LOIRE

Liaison Sébastien Faure  
- Langeac/Le Puy-en-Velay  
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

## 44 LOIRE ATLANTIQUE

Groupe de Saint-Nazaire  
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque (Nantes)  
nantes@federation-anarchiste.org  
http://fa-nantes.over-blog.com/

## 45 LOIRET

Groupe Gaston Couté (Orléans-Montargis)  
groupegastoncoute@gmail.com  
http://groupegastoncoute.wordpress.com

## 46 LOT

Liaison de Gourdon  
gourdon@federation-anarchiste.org

## 49 MAINE-ET-LOIRE

Liaison d'Angers  
angers@federation-anarchiste.org

## 50 MANCHE

Liaison de Cherbourg  
cherbourg@federation-anarchiste.org

## 53 MAYENNE

Liaison de Laval  
laval@federation-anarchiste.org

## 56 MORBIHAN

Groupe Libertaire René Lochu  
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes  
fedeanar56@yahoo.fr  
http://anars56.over-blog.org/

## 57 MOSELLE

Groupe de Metz  
Association Culturelle Libertaire  
BP 16 57645 Noisseville  
groupepedmetz@federation-anarchiste.org  
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

Groupe Jacques Turbin - Thionville  
groupejacquesturbin@rocketmail.com

## 59 NORD

Groupe de Lille  
lille@federation-anarchiste.org  
http://lille.cybertaria.org/rubrique95.html  
Vente du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au Marché de Wazemmes côté métro Gambetta.  
Simultanément, distribution du quinzomadaire gratuit de la FA.  
Réunion publique chaque 1er jeudi du mois, à 20h30 au Centre culturel libertaire,  
4 rue de Colmar à Lille, M° Porte des Postes.

## 60 OISE

Liaison Oise - Compiègne  
fa-oise-somme@no-log.org

Liaison Beauvais  
scalp60@free.fr

## 62 PAS-DE-CALAIS

Groupe de Béthune-Arras  
bethune@federation-anarchiste.org  
arras@federation-anarchiste.org  
http://www.noirgazier.lautre.net/

## 66 PYRENEES-ORIENTALES

Groupe John Cage  
john-cage@federation-anarchiste.org  
édite la revue Art et Anarchie  
http://artetanarchie.com

## 67 BAS-RHIN

Groupe de Strasbourg  
Pour contacter la FA sur Strasbourg, écrivez au secrétariat aux relations intérieures: relations-interieures@federation-anarchiste.org

Liaison Bas Rhin  
c/o REMON  
BP 35 67340 Ingwiller  
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

## 68 HAUT-RHIN

Groupe du Haut-Rhin  
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison Centre-Alsace - Ribeauvillé  
centre-alsace@federation-anarchiste.org

## 69 RHONE

Groupe Vivre Libre  
c/o La Maison des passages  
44 rue Saint Georges 69001 Lyon  
groupe@vivre-libre.org  
http://vivre-libre.org

Groupe Kronstadt - Grand Lyon  
kronstadt@federation-anarchiste.org  
http://fa-kronstadt.blogspot.fr

Liaison Mornant et Monts du Lyonnais  
mornant@federation-anarchiste.org

## 71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire  
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny  
leperepeinard@no-log.org

## 72 SARTHE

Groupe Lairial  
L'épicerie du Pré  
31 rue du Pré 72000 Le Mans  
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et "Café libertaire" le troisième samedi du mois à 15h.

## 73 SAVOIE

Groupe de Chambéry  
c/o La salamandre - Maison des associations  
67 Rue St François de Sales Boite X/33  
73000 Chambéry  
FA73@no-log.org  
http://fa73.lautre.net

## 74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie  
haute-savoie@federation-anarchiste.org

## 75 PARIS

Groupe Pierre Besnard  
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org  
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche matin de 10h30 à midi  
Place des Fêtes dans le 19e

Groupe Regard noir  
regardnoir.fa@gmail.com  
http://regard-noir.blogspot.com

Groupe La Commune de Paris - Paris Nord et Est  
la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Groupe Cable Street Beat Strictly Antifascist  
cable-street@federation-anarchiste.org

Groupe Voltairine de Cleyre  
groupedecleyre@yahoo.fr

Groupe CLAAAAAASH  
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org  
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les jeudis de 19h à 20h devant la gare Saint-Lazare

Groupe Louise Michel  
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org  
http://www.groupe-louise-michel.org/

Groupe Berneri  
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, émission "Ras-les-Murs", actualites prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe La Rue  
bibliothequelarue@no-log.org  
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/  
Bibliothèque libertaire La Rue  
10 rue Planquette 75018 Paris  
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00

Groupe Sa  
lvador Segui  
groupe-segui@federation-anarchiste.org  
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Artracaille  
arttracaille@orange.fr  
pour le groupe : http://www.arttracaille.fr/  
pour l'émission radio :  
http://arttracaille.blogspot.com/

Groupe Anartiste  
an.artiste@yahoo.fr  
http://anartiste.hautetfort.com/

Groupe No Name  
no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire  
145 rue Amelot 75 011 PARIS  
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59  
Ouverture :  
du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30  
le samedi : 10h à 19 h 30  
librairie-publico@sfr.fr  
http://www.librairie-publico.com/

Radio Libertaire  
89.4 Mhz et sur le net  
sur http://rl.federation-anarchiste.org  
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

## 76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen  
c/o Librairie l'Insoumise  
128 rue St Hilaire 76000 Rouen  
farouen@no-log.org  
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise  
128 rue St Hilaire 76000 Rouen  
Ouverture :  
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.  
Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14h. à18h.  
http://www.insoumise.lautre.net/

Groupe d'Elbeuf-sur-Seine  
elbeuf@federation-anarchiste.org

## 77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Meaux

Liaison Melun

## 78 YVELINES

Groupe Gaston Leval  
gaston-leval@federation-anarchiste.org

## 80 SOMME

Groupe Alexandre Marius Jacob  
amiens@federation-anarchiste.org  
contact@fa-amiens.org  
http://fa-amiens.org/

Liaison Abbeville  
abbeville@federation-anarchiste.org

## 81 TARN

Groupe Les ELAF  
elaf@federation-anarchiste.org

## 84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse  
fa.30.84@gmail.com  
http://www.fa-30-84.org

## 85 VENDEE

Groupe Henri Laborit  
henri-laborit@federation-anarchiste.org

## 86 VIENNE

Groupe Pavillon Noir de Poitiers  
pavillon-noir@federation-anarchiste.org  
http://fa86.noblogs.org/

## 87 HAUTE VIENNE

Groupe Armand Boire  
armand-boire@federation-anarchiste.org

## 91 ESSONNE

Groupe Evry-Corbeil  
fa.evry.corbeil@gmail.com  
http://fa-evry-corbeil.blogspot.com/

## 92 HAUTS-DE-SEINE

Groupe Fresnes-Antony Anar'tiste  
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

## 93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poulaillé  
c/o La Dionysité  
4, place Paul Langevin 93200 - Saint Denis  
groupe-henry-poulaillé@wanadoo.fr  
http://poulaillé.org/

Groupe de Saint-Ouen  
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org  
http://seenthis.net/people/saint\_ouen

Groupe Etoile Noire - Montreuil  
etoile-noire93@federation-anarchiste.org  
http://etoilenoire-fa.blogspot.com/

## 94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus d'Ivry-sur-Seine  
faivry@no-log.org  
http://fa-ivry.forlogaj.tk/

Groupe Tous les maquis  
touslesmaquis@voila.fr

Liaison L'Avenir  
nosotros36@free.fr

## 95 VAL-D'OISE

Groupe Makhno de Cergy-Pontoise  
makhno-cergy@tele2.fr

## 98 NOUVELLE-CALEDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie  
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

## BELGIQUE

Groupe Ici et maintenant  
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org  
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix autre"  
http://www.avoixautre.be

## SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes  
flm@federation-anarchiste.org





LE MONDE

LIBERTAIRE

  
Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

Pour contacter l'administration: [administration-ml@federation-anarchiste.org](mailto:administration-ml@federation-anarchiste.org) ou 06 23 23 39 06 (Manolo)  
Publications Libertaires 145 rue Amelot 75011 PARIS  
ABONNEMENT en LIGNE sur [www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr) ou renvoyer un des 2 formulaires ci dessous.

TARIFS

FRANCE (+ DOM TOM) ET ÉTRANGER

3 mois 12 n° hebdos + 1 n° hors série + les suppléments gratuits 25 €

6 mois 18 n° hebdos + 2/3 n° hors série + les suppléments gratuits 50 €

1 an 35 n° hebdos + 5/6 n° hors série + les suppléments gratuits 75 €

1 an de soutien 95 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 €), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (voir plus bas).

Pour les chômeurs/chômeuses, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine.

☐ Chèque

☐ Virement bancaire (IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 / BIC CCOPFRPPXXX)

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Pays

Localité

abonnement à durée libre

Avec le prélèvement automatique, vous n'avez plus à vous soucier des règlements. Le Monde libertaire s'occupe de tout !

Cette formule vous permet d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Votre abonnement est prolongé chaque trimestre tacitement, ainsi vous ne courez plus le risque de voir le service suspendu pour cause de simple oubli.

À tout moment, vous pouvez annuler le service de prélèvements automatiques. Un simple courrier suffit.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

☐ 18,75 € par trimestre (abonnement normal)

☐ 23,75 € par trimestre (abonnement de soutien)

N° NATIONAL ÉMETTEUR

N° 58 50 98

ORGANISME CRÉANCIER

PUBLICATIONS LIBERTAIRES

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal le Monde libertaire.

Date

Signature obligatoire

IMPORTANT

merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

(en lettres capitales)

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC

(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

Nom

Adresse

Code postal

Localité

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

code établis.

guichet

n° de compte

clé RIB

Rien n'est sacré !

Même un magazine de bon goût se découpe (suivant les pointillés) quand c'est pour militer : le Monde Libertaire Hors Série a le plaisir de t'offrir ce pochoir à évider pour redécorer les murs de ta ville et signifier au fascisme qu'il n'a pas sa place près de chez toi.

Clément Méric, pochoir par Ilya

64



**#51**

